Document generated on 04/28/2025 8:52 p.m.

Bulletin d'histoire politique

Henry C. Carey, le *New York Tribune* et la formation de l'opinion économique américaine

Simon Vézina

Volume 27, Number 3, Summer 2019

La république apprivoisée : racisme et institutions dans l'histoire politique des États-Unis

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063724ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063724ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Vézina, S. (2019). Henry C. Carey, le *New York Tribune* et la formation de l'opinion économique américaine. *Bulletin d'histoire politique*, *27*(3), 28–61. https://doi.org/10.7202/1063724ar

Article abstract

L'un des véhicules privilégiés pour influencer l'opinion publique sur les enjeux économiques au XIX^{e} siècle aux États-Unis fut celui de la presse écrite. La joute qui opposa les tenants d'une politique protectionniste à ceux prônant le libre-échange fut parmi les enjeux économiques les plus débattus tout au long du siècle. Pour Henry C. Carey, l'un des plus influents économistes américains du XIX^{e} siècle, la politique de libre-échange tel que promu alors par l'Angleterre n'était que la continuation de la politique coloniale par d'autres moyens. Cet article présente quelques-uns des arguments employés par Carey en défense du protectionnisme dans le plus influent journal des années 1850, le *New York Tribune*.

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Articles

Henry C . Carey, le *New York Tribune* et la formation de l'opinion économique américaine*

Simon Vézina
Chercheur indépendant
MA histoire, Université de Montréal

Résumé

L'un des véhicules privilégiés pour influencer l'opinion publique sur les enjeux économiques au XIXe siècle aux États-Unis fut celui de la presse écrite. La joute qui opposa les tenants d'une politique protectionniste à ceux prônant le libre-échange fut parmi les enjeux économiques les plus débattus tout au long du siècle. Pour Henry C. Carey, l'un des plus influents économistes américains du XIXe siècle, la politique de libre-échange tel que promu alors par l'Angleterre n'était que la continuation de la politique coloniale par d'autres moyens. Cet article présente quelques-uns des arguments employés par Carey en défense du protectionnisme dans le plus influent journal des années 1850, le *New York Tribune*.

Mots-clés

Henry C Carey, *New York Tribune*, protectionnisme, libre-échange, développement économique, États-Unis, XIXe siècle

Lorsqu'au début des années 1780 le père de Henry C. Carey (1793-1879), Mathew Carey (1760-1839), entreprit de défendre, dans le *Volunteers Jour-*

* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

nal, une politique protectionniste en Irlande visant à favoriser les manufactures locales dans le but de lutter contre le chômage et la pauvreté endémique du pays, il venait de signer sa condamnation politique aux yeux du pouvoir colonial anglais[1]. Incarcéré un temps, il fuit le pays vers la France où il rencontra Benjamin Franklin, puis émigra aux États-Unis. Il y devint alors l'un des défenseurs importants du Système américain d'économie[2], tout en fondant ce qui allait devenir la plus grande maison d'édition du pays, grâce à une aide financière du marquis de Lafayette[3]. Son fils hérita autant de la plume prolifique de son père sur les questions d'économie politique que de la maison d'édition elle-même.

Si les mobilisations de *Volonteers* avaient fait plier quelque peu le gouvernement britannique en 1779 et permis d'affaiblir les restrictions commerciales contre les manufactures irlandaises[4], pour Mathew Carey, le libre-échange resterait largement insuffisant pour faire face aux avantages cumulés des manufacturiers anglais, comme l'accumulation de capital, de machinerie, d'expérience et de connaissances. Sans protection tarifaire, Carey affirmait que l'Angleterre pourrait tuer dans l'œuf toute industrie naissante tant en Irlande que dans tout autre pays et y affaiblir du même coup le développement du marché intérieur (*home market*). Ces arguments faisaient écho à ceux développés dans la controverse deux décennies plus tôt par Josiah Tucker – figure peu connue aujourd'hui, mais tout aussi influente qu'Adam Smith en son temps[5] – et David Hume. Le débat portait sur les mérites et désavantages d'une politique de libre-échange pour une nation riche, en l'occurrence l'Angleterre, avec une nation pauvre, ou, pour parler en langage contemporain, entre une nation développée et une nation en voie de développement. Si Hume argumentait que sous l'égide du libre-échange, il y aurait une convergence entre les économies riches et pauvres, pour Tucker, il était clair que le pays riche l'emporterait en raison de sa supériorité industrielle et financière. C'est précisément pour cette raison qu'il soutenait l'adoption du libre-échange comme solution de rechange à la politique coloniale de l'Angleterre et du système des restrictions commerciales. Il notait que seule l'adoption du protectionnisme permettrait aux pays pauvres de se protéger[6].

Les arguments de Tucker restèrent dans l'ombre, cependant qu'à la même époque, l'année de la révolution américaine, Adam Smith publiait son livre sur la richesse des nations qui préconisait l'abolition des restrictions commerciales en opposition au « mercantilisme ». Smith enjoignait également les Américains à ne pas adopter un « système artificiel » pour favoriser les manufactures et à se concentrer sur l'agriculture, jugée plus profitable selon lui[7]. Si l'Angleterre promut le libre-échange dès cette époque à l'étranger, il n'en demeure pas moins que ce n'est que soixante-quinze ans après la publication de ce livre que l'Angleterre abolit ses tarifs à l'importation[8] ; simple chronologie qui met à mal l'« histoire officielle de

la mondialisation », pour reprendre le terme d'Ha-Joon Chang[9], voulant que l'Angleterre se développât sous l'égide du libre-échange défendu par Smith[10].

La promotion du libre-échange par l'Angleterre, notamment par l'abolition des Corn Laws, survint alors qu'elle avait déjà atteint une avance industrielle incontestée sur les autres nations, ce que Friedrich List n'avait pas manqué de noter – lui-même influencé par l'expérience américaine, notamment par Mathew Carey[11] – dans son œuvre majeure de la pensée économique, *Le système national d'économie politique* (1841), où il affirmait : « C'est une règle de prudence vulgaire, lorsqu'on est parvenu au faîte de la grandeur, de rejeter l'échelle avec laquelle on l'a atteint, afin d'ôter aux autres le moyen d'y monter après nous[12]. » Les économistes libéraux anglais qui firent la promotion de cette politique de libre-échange exprimaient alors ouvertement leur intention de faire de l'Angleterre l'*Atelier du monde* (et la première place financière) et des autres nations des pourvoyeurs de matières premières[13].

C'est précisément cette politique économique que combattit Henry C. Carey dans les pages du *New York Tribune* (*NYT*) lors des années 1850, car celle-ci lui paraissait n'être que la continuation de la politique coloniale par d'autres moyens. J. Budziszewski, auteur d'un article explorant la position singulière de Carey parmi les whigs américains en raison de sa constance contre l'esclavage et son interprétation économique du phénomène[14], suggérait que Carey illustrait une des formes récurrentes du discours émanant aujourd'hui de pays en voie de développement, qui permettrait de mieux comprendre notre temps. En effet, comme le souligne l'historien David Todd dans son livre *L'identité économique de la France : libre-échange et protectionnisme, 1814-1851*, les débats actuels sur la mondialisation et sur le commerce international d'aujourd'hui sont pratiquement la répétition d'une pièce musicale dont l'essentiel des partitions a été écrit il y a cent cinquante ans[15]. De plus, comme l'admettait Rodney J. Morrison, l'un des derniers à avoir effectué une étude plus poussée sur Carey[16] – fort informative, mais souffrant de considérer ses thèses selon le critère « absolu » de vérité que serait la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo[17] du travail – les pays aujourd'hui développés ont suivi les politiques économiques que prônaient Carey, telle que la protection tarifaire permettant d'assurer l'essor des manufactures[18]. Plusieurs historiens ont effectivement constaté que le XIX^e^ siècle (et aussi le XX^e^ siècle) fut marqué par la divergence économique entre les pays qui s'industrialisèrent, sous l'égide d'un État interventionniste prenant diverses formes selon le pays et l'époque, de l'Angleterre au Japon, et ceux qui se sont spécialisés (de gré ou de force) dans la production et l'exportation de matières premières, souvent sous le régime de « libre-échange » dont les termes étaient couramment dictés par les puissances dominantes[19].

Les États-Unis, comme le rappelle Paul Bairoch, furent non seulement la nation la plus protectionniste du XIXe siècle, mais également le berceau intellectuel du « protectionnisme » avec les écrits d'Alexander Hamilton, premier secrétaire du Trésor du pays[20]. Dans son célèbre *Report on Manufactures*[21], Hamilton prônait l'industrialisation et l'intervention de l'État pour y parvenir, contre les recommandations d'Adam Smith. Il rejetait de facto la spécialisation agricole du pays, recommandée vingt-cinq ans plus tard par Ricardo, conformément à sa théorie de la division internationale du travail : « Under a system of perfectly free commerce… […] that wine shall be made in France and Portugal, *that corn shall be grown in America* and Poland and that hardware and other goods shall be manufactured in England[22] ».

Les écrits d'Hamilton servirent de base pour ce qui devint le Système américain d'économie au début du XIXe siècle, une expression du nationalisme américain, visant le développement économique et culturel du pays pour assurer son indépendance vis-à-vis des puissances européennes. Pour y parvenir, au lieu d'une économie traditionnelle de subsistance ou d'une économie agraire orientée vers l'exportation, les tenants du système américain comme Henry Clay et John Quincy Adam visaient une diversification de l'économie nationale et mettaient l'accent sur le marché domestique[23]. Pour les tenants du Système américain d'économie, il ne faisait aucun doute que l'État fédéral avait un rôle positif à jouer pour orienter l'économie de manière à promouvoir le bien commun et assurer l'indépendance économique et politique de la nation[24]. La politique économique préconisée consistait en la triade de la Banque Nationale, de la protection tarifaire et des *internal improvement* (l'infrastructure). Vision dominante sous les administrations de Washington jusqu'à John Quincy Adams, elle déclina sous l'administration d'Andrew Jackson avant de s'incarner sous une nouvelle forme sous l'administration Lincoln.

Cependant, si les États-Unis eurent les tarifs les plus élevés du monde au XIXe siècle (ainsi qu'une loi de navigation similaire à l'Angleterre pour favoriser son commerce maritime[25]), il ne faudrait pas en déduire qu'il n'y eut pas d'intenses luttes politiques pour déterminer l'orientation économique du pays. La politique tarifaire fut parmi les plus débattues du siècle, entre les tenants du Système américain et ceux du libre-échange[26]. Si ce débat eut lieu d'abord entre les écoles de pensée et les politiciens, elle s'étendit également à la sphère de l'opinion politique[27].

Plusieurs historiens, comme M.R. Eiselen et Rodney Morrisson[28], ont noté le talent et l'importance des écrits journalistiques de Carey dans la genèse de l'opinion publique économique américaine de la décennie 1850. Aucune étude des écrits journalistiques de Carey dans le *New York Tribune* (*NYT*) n'a cependant été effectuée pour cette période, notamment en raison du fait que les articles non signés étaient fréquents à cette époque.

L'objet du présent article est de recouvrer une partie des arguments employés par ce dernier dans l'un des journaux les plus influents du nord des États-Unis, le *New York Tribune* d'Horace Greeley, pour convaincre l'électorat américain de la nécessité d'une politique protectionniste afin d'assurer la diversification économique, l'industrialisation du pays et le développement du marché intérieur. C'est d'ailleurs cette politique qui triompha sous la présidence de Lincoln (lui-même partisan du système américain[29]). Ce travail a été rendu possible grâce à nos recherches en archives dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, qui nous a permis de répertorier, pour une première fois, les articles ou éditoriaux de Carey dans le *NYT* sur les questions économiques[30].

Carey, en bref

Lorsque Carey se retira de l'entreprise d'édition léguée par son père en 1835, il se consacra à l'économie politique et aux affaires publiques, à titre de citoyen privé, pour devenir l'un des plus influents économistes aux États-Unis avant la guerre civile[31]. En plus d'être un auteur prolifique avec 13 livres, 3000 pages de pamphlets et probablement le double en articles dans le *North American and United States Gazette*[32] de Pennsylvanie, dans le *The Plough, the Loom, and the Anvil* qu'il fonda en 1854 ainsi que dans le *NYT*[33], Carey anima l'un des rares salons américains, le fameux « Carey Vesper » à Philadelphie, auquel tous les noms importants du pays, y compris Ralph Waldo Emerson[34] et le futur président Grant, se faisaient un devoir d'assister[35]. Œuvrant initialement dans le Parti whig, il joignit le Parti républicain en 1856 et y fut l'un des acteurs clés de l'adoption du protectionnisme par le Parti républicain en 1860 à Chicago. Il devint l'un des conseillers économiques de Lincoln[36]. Il quitta ce Parti pour joindre le Parti Greenback après la guerre civile, lorsque les intérêts financiers du Nord-Est imposèrent une politique de contraction monétaire et favorisèrent l'émergence des grands conglomérats qui empêchaient, selon les antimonopolistes comme Carey, une croissance décentralisée, régionalement organisée et équilibrée[37]. Il décéda en 1879 et fut actif jusqu'au dernier jour, dénonçant la déflation engendrée par le retour à l'étalon-or ainsi que la dépendance dans laquelle étaient restés les anciens esclaves à qui on n'avait pas concédé des terres, rompant franchement avec l'éditeur du *NYT* sur ces sujets[38]. Greely, partisan de l'étalon-or, en vint en 1872 à être le candidat présidentiel du Parti libéral, composé de « réformateurs » opposés à la reconstruction ; ce dernier n'abandonna cependant pas sa défense de la protection[39], tuant dans l'œuf la plateforme libre-échangiste du Parti comme condition de sa candidature[40].

L'influence de Carey ne fut pas confinée aux États-Unis. Premier économiste américain traduit (en huit langues), il était considéré par Marx

comme « the only American economist of importance[41] ». Lors de ses trois voyages en Europe, donc en Russie, il rencontra entre autres J. S. Mill, le Comte Cavour, Alexander Humboldt, Justus Liebig, Eugen Dühring et Michel Chevalier[42]. Son impact peut se mesurer à la réaction de la presse londonienne. Ainsi, en 1876, le *Time* de Londres déplorait que ses colonies (canadienne et australienne) embrassassent l'« hérésie » de la protection et s'indignait de la diffusion des thèses de ce redoutable champion de la protection[43]. Hors des colonies anglaises[44] Carey et son cercle intellectuel influencèrent les réformes Meïji au Japon, la politique allemande de Bismarck, la politique économique russe. Ses écrits influencèrent des penseurs économiques de la France à l'Inde[45].

Henry C. Carey, historiographie et éléments de sa pensée

Comme aucune biographie n'existe sur Henry C. Carey, le point de départ reste toujours le mémoire écrit par William Elder, un de ses proches. En plus d'être une des rares sources d'information biographique, il expose la pensée économique de Carey[46].

Une partie de la littérature s'est efforcée de comprendre cette pensée à la lumière de l'expérience américaine. Tout en soulignant les généralisations hâtives et la propension à vouloir assimiler les lois de la société humaine à des lois physiques[47], ces articles[48] ne manquèrent pas de souligner l'originalité de ses travaux et de certains concepts comme celui selon lequel la valeur de production ne correspond pas à son coût de production, mais de reproduction, concept intégré par Marx[49]. Les jugements sur les thèses de Carey ont varié selon que des critères d'époque ou contemporains, sans parler de ceux propres à l'idéologie de leurs auteurs. Ainsi, un partisan du libre-échange dans le milieu du XX^e^ siècle, Joseph Dorfman, qui écrivit une histoire de la pensée économique américaine[50], se dispensa d'une analyse en profondeur du courant protectionniste si important au XIX^e^ siècle, prétextant la nature intéressée des auteurs, dont Carey[51]. Il reprenait là un argument très courant des libéraux, accusant leurs adversaires de ne défendre que les intérêts des manufactures au détriment de l'intérêt général. Si cela pouvait certainement en être le cas, c'est commodément oublier les intérêts des défenseurs du libre-échange au XIX^e^ siècle. Les planteurs sudistes, dont les 46 274 propriétaires, qui contrôlaient en 1860 environ 50% des quatre millions d'esclaves américains et s'opposaient à toute mesure du gouvernement fédéral susceptible de diminuer la profitabilité de leur entreprise comme les tarifs douaniers et les projets d'infrastructure nationale[52], avec l'aide de porte-parole comme Thomas Cooper, n'étaient-ils pas tout aussi intéressés[53] ?

Nous soulignerons un dernier exemple en la personne de John Stuart Mill, lié à Carey par une opposition farouche[54]. Mill fut certainement le

plus éminent champion du libre-échange et défenseur de la pensée économique libérale anglaise au XIXe siècle (tout en étant fervent partisan de l'Empire et de la mise sous tutelle de peuples comme les Irlandais et Indiens[55]). Il promut également cette politique économique dans ce qui peut être considéré comme les précurseurs des Think Tanks d'aujourd'hui, en tant que fondateur du Cobden Club en 1865, qui fut également actif aux États-Unis[56]. Mill lutta âprement contre le protectionnisme qui engendrait des pratiques monopolistiques, qu'il jugeait néfastes. Pourtant, de longues années durant, jusqu'à la répression brutale de la révolte de 1857 par la *British East Company* en Inde[57], il fut le *Chief examiner* du *East India House* de cette puissante compagnie[58]. Ainsi, c'est par intérêt qu'il affirmait que la meilleure chance pour l'Inde de développer ses forces productives résidait dans l'exportation des matières premières sur les marchés européens[59]. À l'instar de Carey, l'historien ne devrait pas s'empêcher d'étudier leur pensée à la lumière de leurs intérêts, ne serait-ce que par l'impact historique qu'ils ont eu.

Selon nous, ce sont les travaux de l'historien Erik S. Reinert qui sont le mieux à même de situer la pensée de Carey, non pas comme pur produit de l'expérience américaine, mais bien dans le champ d'une pensée économique occidentale dont la genèse remonte à la Renaissance. Cette école de pensée met l'accent sur la production, l'innovation et les connaissances, notamment parmi des penseurs dits « mercantilistes » qui ne confondirent point, comme Adam Smith l'avait affirmé[60], la richesse avec l'or[61]. L'origine de la richesse ne trouvait pas son origine dans l'humaine propension au troc, à l'échange, comme l'affirme la tradition libérale, mais bien dans la créativité humaine[62]. En effet, il importe de souligner que le fondement des théories de Carey repose sur la notion d'un humain créateur, capable d'innover, aspect négligé par la plupart de ses commentateurs[63]. La maîtrise des forces de la nature par l'entremise de la technologie décuple la production par unité de temps travaillé, permettant donc une *économie de travail*. Le surplus économique ainsi engendré peut alors être consacré à l'amélioration des outils de production et des conditions de vie dans une vision dynamique du développement[64].

Comme le souligne Michael Hudson, la doctrine de Carey et consorts ne fut pas une théorie du commerce international ni une simple défense des industries naissantes à laquelle elle est souvent réduite :

> La croissance de la puissance productive, ont conclu les protectionnistes, avait tendance à surpasser la croissance des profits personnels à partir desquels se formait le capital. Ni les profits ni l'accroissement des revenus monétaires n'étaient le principal ressort de la croissance économique, mais bien le progrès de la technologie et de l'invention, ainsi que la croissance de la productivité du travail de la nation, de son capital et de son territoire[65].

Certains auteurs se sont penchés sur la réflexion sociologique de Carey (certains de ses concepts influencèrent Émile Durkheim[66]), notamment Arnol B. Green[67], qui a écrit à ce sujet un livre certes utile, mais insuffisant en raison de sa méconnaissance des débats économiques et politiques contemporains à Carey. J.P. Sklansky éclaire la vision de Carey sur sa conception d'un marché intérieur libre, comme solution de remplacement au laissez-faire grâce à sa théorie de l'« harmonie des intérêts », ainsi que les limites de sa pensée et des solutions qu'il proposait à l'avènement des grandes corporations d'après la guerre civile[68]. Le travail de T.A. Freyer permet de mieux comprendre l'environnement économique dans lequel évoluait Carey, reflet des aspirations et craintes d'une classe moyenne de producteurs centrée sur les marchés locaux et en conflit avec le capitalisme mercantile et les grandes corporations naissantes[69].

Dans cette optique, un débat cherche à déterminer si Carey était seulement le porte-parole de la classe industrielle de Pennsylvanie, un représentant d'un courant idéologique matérialiste ou encore s'il était un défenseur du nationalisme américain. Robert P. Sharkey, favorablement disposé à l'égard de Carey, choisit la première option en analysant plus finement les intérêts économiques du Nord à la suite de la Guerre civile : son analyse établit une distinction entre les intérêts industriels et les intérêts financiers que l'historien Charles Beard avait confondus sous l'unique vocable de « *business* »[70]. D'autres historiens contestent également la vision d'un Parti républicain inféodé uniquement aux intérêts industriels du Nord, en soulignant l'intérêt des travailleurs contre la concurrence du *cheap labor* européen, en observant le biais évident du Parti pour l'agriculture et en décrivant des idéaux économiques s'étendant au-delà d'un intérêt de classe étriqué[71]. Eric Foner a également situé les théories de Carey dans le cadre plus large du mouvement idéologique du *free labor* des années 1850[72]. Des études d'histoire culturelle des whigs américains, auxquels appartenaient Carey et Lincoln, les classent dans un courant matérialiste idéaliste[73].

La thèse selon laquelle Carey n'était pas un simple porte-parole des intérêts industriels est renforcée par les travaux de l'historien Ariel Ron sur le mouvement de l'« agriculture scientifique » aux États-Unis au XIX^{e} siècle, dont Carey était partie prenante[74]. De fait, les écrits économiques de Carey intégraient les nouvelles connaissances agricoles de son temps, y compris relativement à la détérioration des sols sous l'effet de la monoculture d'exportation[75]. En cela Carey s'oppose à l'économie classique anglaise : Ricardo considérait à tort que les sols possédaient une fertilité originale et indestructible[76], hypothèse qui fonde sa théorie des rentes et lui permet de conclure que le salaire de subsistance *(iron law*) est la destinée « naturelle » des travailleurs[77]. L'économie classique anglaise était également imprégnée des thèses malthusiennes diffusées depuis le *East*

India Company College d'Haileybury par Malthus au début du XIX^e^ siècle[78]. En fait, une des intentions premières des écrits économiques de Carey était de réfuter les thèses de Ricardo[79] et Malthus (qui servaient selon lui de justification au paupérisme[80]) en se basant sur l'histoire et, surtout, sur la capacité humaine à l'innovation, ouvrant un potentiel pratiquement illimité.

De notre point de vue, il semble plus juste d'adopter la perspective du nationalisme économique pour mieux rendre compte des écrits de Carey dans le *NYT*. Liah Greenfeld a démontré le rôle et la force du nationalisme comme moteur spirituel du « capitalisme » moderne[81], ou pour être plus précis, pour stimuler l'industrialisation dans un cadre d'émulation et de rivalité entre les nations. D'ailleurs, comme le souligne Lars Magnusson, la supériorité militaire engendrée par l'industrialisation n'échappa pas aux Européens, qui passèrent outre les prescriptions libérales de Ricardo (consistant à se spécialiser dans la production de matières premières) pour se lancer dans des politiques volontaristes d'industrialisation[82]. Edward P. Crapol, explorant le rôle du nationalisme américain dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, mentionne le rôle de Carey dans la formulation du nationalisme économique avant la guerre civile[83]. S'il traite parfois de manière caricaturale ce nationalisme comme relevant de la simple anglophobie ou de la jalousie[84], les travaux de Sophus A. Reinert, portant sur l'économie du XVIII^e^ siècle (et la transition vers le XIX^e^ siècle), appellent à être plus nuancé et à comprendre l'émulation et la rivalité dans un contexte où la thèse du « doux commerce » était loin de faire l'unanimité chez les penseurs européens. Plusieurs concevaient en effet clairement qu'une nation pouvait perdre sa souveraineté et sa liberté devant l'impérialisme d'une nation économiquement et militairement plus puissante[85].

La rhétorique qu'employèrent Carey et le *NYT* contre les défenseurs du libre-échange aux États-Unis (en tant que représentants du *British Free Trade*) s'inscrit certainement dans cette optique nationaliste, informée par les pratiques de l'Angleterre à l'échelle internationale. Ainsi, D. Todd situe les échanges transnationaux lors de la première moitié du XIX^e^ siècle à la lumière d'une volonté de résistance à l'Empire britannique[86]. Il n'est pas inutile de rappeler que pendant cette période, caractérisée par certains traits anglo-mondialisants (1815-1914)[87], la Grande-Bretagne employa diverses méthodes pour diffuser (ou imposer) la politique du libre-échange. On compte parmi elles la propagation des idées libérales, à l'aide des techniques de propagande développées par Jeremy Bentham[88] ou encore par des missions commerciales comme celles de l'influent John Bowring. Ces missions incluaient la dissémination d'articles dans la presse, l'organisation de comités en faveur du libre-échange, voire l'encouragement à des formes d'agitation modelées sur la crise de la « nullification » de la Caroline

du Sud (1828-1833)[89]. Le libre-échange pouvait également être posé comme condition à des négociations sur la dette de pays endettés auprès de Londres ou encore être imposé par des pressions militaires[90]. La rhétorique de Richard Cobden qui liait le libre-échange et la paix fut peu prisée par les marchands de Manchester et la City de Londres, qui ne dédaignèrent pas une politique musclée comme celle de Lord Palmerston pour ouvrir les marchés, forcer des spécialisations agricoles ou pour faire respecter, à partir des années 1850, la triade de l'orthodoxie économique de l'Empire britannique (étalon-or, orthodoxie budgétaire et libre-échange[91]). Comme le rappelle Mike Davis[92], à partir des années 1800, toute tentative non occidentale d'établir une politique accélérée d'industrialisation ou de réguler les termes de l'échange fut confrontée à une réponse militaire et économique de Londres ou de ses rivales, par exemple les deux seuls exemples d'industrialisation réussie sans apport de capitaux étrangers, au Paraguay et en Égypte[93]. Les lecteurs du *NYT* étaient tout aussi informés que les historiens d'aujourd'hui sur l'emploi de la violence par l'Empire britannique pour ouvrir les marchés, notamment par les articles de Carey sur l'Inde[94], ou encore dans un article répondant au *London Times* qui s'indignait des sympathies américaines pour la Russie[95] lors de la guerre de Crimée. En réponse, Carey fit un historique des guerres et pillages de l'Empire britannique afin de réfuter ses prétentions d'étendard de la liberté dans le monde[96].

La pensée anti-impérialiste de Carey[97] a été fort peu étudiée ; cependant, deux publications ont analysé ses positions contre la politique économique de la Grande-Bretagne dans les pages du *NYT* : celle de B. Semmel[98] et celle, plus complète, de D. Gibson. Comme l'indique ce dernier[99], la conception de Carey contraste avec celle de marxistes comme Rosa Luxembourg ou Lénine, lesquels traitaient l'impérialisme comme étant un produit relativement tardif du capitalisme. Au contraire, pour Carey, il y avait une continuité entre les politiques coloniales, d'une part celle, dès la fin du XVIIe siècle, de suppression du développement (référant, entre autres, à toutes les politiques délibérées d'interdiction de la production des manufactures, décrétées, notamment, par le *Board of Trade* et testées en Irlande) et de l'autre ce que des historiens appelleront plus tard l'« impérialisme du libre-échange[100] », tel que pratiqué par l'Angleterre au XIX^{e} siècle[101]. Le négoce devenait, selon Carey, une arme économique contre le développement de ses colonies ou des nations indépendantes moins développées. L'impérialisme n'était pas chez lui l'expression même du capitalisme, mais celui de l'intérêt de classes, expliquant ainsi son développement bien avant la période victorienne du libre-échange. Pour le dire en d'autres termes, ce n'est pas le système économique qui dictait la politique anglaise, mais bien l'intérêt de ses élites qui dictait la nature du système économique. Pour Carey, la politique économique pratiquée par

cette élite anglaise se faisait non seulement au détriment des autres nations, privées de développement, mais de l'Angleterre elle-même, écho lointain des thèses de la dépendance internationale du XX[e] siècle. La majorité de sa population devait soutenir le fardeau de l'Empire, y compris des guerres sans fin et le détournement des ressources intérieures. Si Carey n'a pas effectué une sociologie approfondie des classes dominantes et leurs relations avec la politique impériale, les travaux de Peter J. Cain et Antony G. Hopkins, qui démontrent une continuité dans l'évolution de l'impérialisme britannique entre la fin du XVII[e] siècle et le XIX[e] siècle, ont exploré en détail ces relations et montré que l'influence principale sur les politiques impériales n'était pas à trouver dans la bourgeoisie de Manchester, comme le pensait Marx, mais dans la classe financière située à Londres[103].

Carey, le *New York Tribune* et les années 1850

La décennie 1850 fut caractérisée par un Parti démocrate au pouvoir se positionnant en faveur du libre-échange[104]. De plus, elle fut marquée par des phénomènes économiques ponctuels favorisant l'économie américaine comme la découverte d'or en Californie et la Guerre de Crimée. Malgré l'apparente bonne santé de l'économie, la dette du pays envers l'Angleterre ne cessait d'augmenter, le pays important en effet plus qu'il n'exportait, à crédit[105]. La décennie se termina par la crise financière de 1857, qui ramena le discours protectionniste sur le devant de la scène[106].

Si la bataille sur les tarifs était reléguée au second plan lors de cette période, agitée par l'importante question de l'esclavage et de son extension (le journal était antiesclavagiste), elle ne disparut pas non plus du radar. Pour s'en assurer, le partisan du Système américain Horace Greeley[107] fit de son journal le bastion du protectionniste aux États-Unis lors de la décennie 1850[108]. L'influence du journal fut telle qu'on lui attribue d'avoir mené le Parti républicain vers la protection[109]. Ainsi, le plus influent journal du Nord, fort de ses 200 000 exemplaires[110], s'assura que cette question des tarifs restât dans la conscience publique. La plume de Carey n'y fut pas étrangère, car il passa maître dans l'art de renverser la rhétorique des libre-échangistes[111]. Son mémorialiste affirma qu'il fut le « virtual editor » de la section économique du journal : qu'il le fût ou non, ses articles concordaient parfaitement avec la ligne éditoriale du *NYT*[112], lequel n'hésita pas à republier ses articles sous forme de pamphlets et à les promouvoir dans ses pages[113].

Comme le soulignait un contemporain de Carey : « Cinq septièmes des rédactions des quotidiens de son époque étaient en réalité ses pupitres, et ses arguments étaient repris en chœur par la moitié des hommes d'affaires et des fermiers du pays[114]. » La force des écrits journalistiques de Carey, selon Eiselen, résidait dans le fait d'être « un philosophe de l'économie,

mais aussi un propagandiste avisé. Son penchant pour la philosophie lui conférait un prestige qui le plaçait au-dessus des démagogues politiques ordinaires ; ses capacités en matière de journalisme lui ont permis de gagner un auditoire auquel avaient accès peu d'intellectuels[115]. » Armé de sa plume, il tâcha de convaincre le public américain des méfaits du *British free trade* pour les États-Unis.

L'argumentation de Carey dans les pages du *New York Tribune*

Mais que signifiait ce terme de *British free trade* constamment employé par le *NYT* ? Comme l'explique l'un des éditoriaux du journal :

> Lorsque nous parlons de « libre-échange britannique », nous parlons de ce qu'impose la Grande-Bretagne aux autres nations sous le nom de libre-échange, c'est-à-dire l'envoi de produits de base vers l'Angleterre, pour la vente et la consommation, pour ensuite lui racheter la plus grande partie des biens manufacturés dont elles peuvent avoir besoin en retour. C'est ce que nous entendons par libre-échange britannique, et nous nous y opposons fermement. Nous croyons que cela a essentiellement conduit le Portugal, l'Irlande ou bien l'Inde à la faillite ; nous croyons que cela a réduit la prospérité et nuit à la croissance de notre propre pays ; nous croyons que cela nous a causé de sévères difficultés commerciales, et que cela ouvre encore la voie à de nouvelles difficultés en nous amenant à cumuler une lourde dette extérieure[116].

Cet extrait contient nombre d'arguments employés par Carey contre le libre-échange. D'abord, à l'image de ses écrits théoriques, Carey fit des analyses internationales comparatives sur l'effet de la politique du libre-échange et de la protection dans le monde au XIX^e^ siècle, analyses ignorées par la quasi-totalité des commentateurs de Carey, alors qu'elles sont pourtant aujourd'hui confirmées en grande partie par les travaux d'historiens[117]. En effet, ses articles contiennent des références constantes aux effets de la politique économique promue par l'Angleterre dans divers pays.

Ainsi, s'il souligne dans ses articles les progrès des manufactures et des niveaux de vie dans les pays pratiquant la protection comme l'Allemagne ou la Belgique (futurs pays développés du XX^e^ siècle), il décrit également les effets néfastes du libre-échange et de la spécialisation dans les matières premières de lieux comme l'Inde, l'Irlande, le Portugal, la Turquie, les Antilles et la Chine[118]. Par exemple, dans un article intitulé « Real Free Trade versus Centralization[119] », il reprit la plainte de l'Anglais Sydney Smith contre la tyrannie des mots : le terme *Free Trade* était selon Carey un de ces mots employés par les promoteurs de cette politique en Angleterre et aux États-Unis, qui le criaient à tout vent, même si on leur signalait la désindustrialisation, l'appauvrissement, la baisse du pouvoir de consommation et la dépopulation qu'occasionnait cette politique, de l'Irlande à l'Inde, en passant par le Portugal. De plus, elle provoquait non

seulement la concentration de la propriété foncière dans ces pays, mais une plus grande centralisation en Angleterre même. Loin de procurer la liberté, cette politique représentait, pour Carey :

> Le despotisme dans sa pire forme, celui des marchands, un despotisme tel que celui de Venise et de Gênes, ou de la Ligue hanséatique, ou bien de la Hollande, prêt à commettre n'importe quelle injustice dès que cela permet de gonfler le registre comptable, exactement comme cela se produit aujourd'hui en Angleterre, qui pille les habitants du Sind et du Pendjab, espérant par cela élargir son marché pour ses vêtements, et qui détruit les villes chinoises et assassine ses habitants afin qu'elle puisse consolider sa capacité à empoisonner le reste de la population à l'opium[120].

L'autre aspect important soulevé par le premier extrait touche la question de l'endettement et de la balance commerciale. Dans la théorie du libre-échange de l'époque (et d'aujourd'hui), chaque exportation est censée créer une importation correspondante : un déséquilibre commercial, théoriquement, est impossible[121]. Ainsi, dans la tradition d'Hume, l'ajout ou le retrait de l'or du pays n'avait aucune importance, car l'argent était considéré comme neutre[122]. Pour Carey[123], cette conception était erronée et il attaquait vivement les positions du *London Times* et ses alter ego américains comme le *Journal of Commerce* et le *New York Evening Post*.

D'abord, il ne manquait pas de souligner l'hypocrisie de ses adversaires. Ces mêmes journaux américains, qui prétendaient que la sortie d'or des États-Unis n'avait aucune importance, accordaient une importance prépondérante à ses flux en Angleterre et surtout, lorsque le *Times* se réjouissait du retour de l'or en Angleterre, le *Journal of Commerce* lui-même s'en félicitait et soulignait que les taux d'intérêt y baisseraient. Carey de conclure : « Ils soufflent en même temps le chaud et le froid, utilisant les mots qui conviennent aux lecteurs américains qu'ils souhaitent convaincre d'adopter les pratiques pro-esclavagistes du libre-échange, et d'autres mots lorsqu'ils se voient obligés de dire la vérité[124]. » En fait, comme Carey le notait dans un autre article, si l'Angleterre enseignait au monde à ne pas se préoccuper de la balance commerciale, « elle-même voyait avec la plus grande anxiété à maintenir une balance positive et par conséquent à maintenir bas les taux d'intérêt[125]. »

En cela, Carey n'eut pas tort. En effet, la Banque d'Angleterre intervint régulièrement dans l'économie au XIX^e^ siècle pour éviter la fuite d'or du pays, afin de prévenir une crise du crédit qui aurait mis en péril le statut de la City de Londres[126]. De plus, l'Angleterre ne put supporter, jusqu'en 1914, son déficit commercial et sa balance des paiements avec le continent européen (et donc le *Gold Standard*) que par le contrôle politique et militaire qu'elle exerçait sur l'Inde[127]. Ce fut d'ailleurs pour mettre fin à son déficit commercial avec la Chine que l'Angleterre se fit le plus grand trafiquant de drogue au XIX^e^ siècle, afin d'arrêter un déficit de métaux précieux[128].

Pour Carey, il était évident que l'augmentation « du pouvoir productif d'une nation s'accompagne invariablement d'une augmentation du pouvoir d'obtenir et de conserver l'or avec un déclin constant des taux d'intérêt[129]. » Pour illustrer son argument, il donnait l'exemple de la France, de l'Allemagne et de la Belgique qui bâtissaient leur marché intérieur derrière la protection[130], alors que les États-Unis perdaient de l'or à chaque fois qu'ils optaient pour le libre-échange. Sous ce régime, le déficit commercial se creusait, alors que sous les périodes protectionnistes, la balance se rétablissait et avec elle, le crédit.

En effet, sous le régime de libre-échange, selon Carey, on assistait à la destruction du marché intérieur, sans création équivalente d'un marché externe, ce qui engendrait un déficit commercial. L'Angleterre se livrait souvent à des guerres commerciales en inondant le pays pour détruire la concurrence, en vendant parfois à perte grâce à son capital accumulé[131]. La promesse de débouchés pour les grains américains sur le marché anglais, faite par l'ancien secrétaire au trésor démocrate Robert J. Walker, ne se matérialisa pas, ce qui était à prévoir vu la forte concurrence européenne pour les mêmes produits d'exportation[132]. D'ailleurs, Walker fut malmené par la plume de Carey et traité de « sycophante » lorsqu'il alla « quémander » du financement à Londres pour ses entreprises privées[133]. Loin de se résorber automatiquement, comme le voudrait la théorie libérale, le déficit commercial était comblé par l'émission de titres de dette. Ainsi, selon Carey, plus de 50 millions de dollars annuels étaient payés en intérêts aux millionnaires de Londres et Liverpool[134], ce que ne mentionnaient jamais les journaux rivaux ni Walker[135]. Pour Carey, cela représentait une perte nette de capitaux pour le pays, lesquels auraient pu être investis dans les infrastructures sous le Système américain[136].

Le binôme de l'endettement et du déficit commercial avec l'Angleterre était très fréquent au XIX^{e} siècle, contredisant les prédictions de la théorie libérale. Par exemple, le Brésil finança ses déficits commerciaux chroniques par les prêts britanniques, dont le simple paiement des intérêts généra à son tour un déficit permanent du budget de l'État, lui-même financé par les prêts étrangers[137]. En fait, comme l'a démontré J. Batou, l'ensemble de l'Amérique latine et le Moyen-Orient soldèrent leur déficit commercial structurel par la dette, laquelle greva le développement[138]. Comme l'explique M. Hudson, ce déficit était tout à fait possible, car l'Angleterre pouvait dépenser ses surplus dans un pays tiers sans générer de demande aux États-Unis, où elle pouvait employer ce surplus pour faire l'acquisition d'actifs (obligations, terres, etc.) au lieu d'acheter des biens échangeables comme le prévoyait la doctrine libérale de la balance du commerce[139].

L'endettement qu'engendrait cette politique, selon Carey, « accorde à ses détenteurs un contrôle sur la supervision à la fois du peuple et du

gouvernement, un contrôle qui ne respecte ni la sécurité ni la dignité de la nation[140]» et conduit à une possible perte de souveraineté (ce qui arriva, notamment, au Mexique, à la Colombie et à la Turquie[141]). Le moindre évènement pouvait assécher le crédit et rendre ainsi la nation vulnérable. Par exemple, la Banque d'Angleterre pouvait dans un premier temps offrir du crédit facile pour ensuite relever soudainement les taux d'intérêt (de manière volontaire ou non) et ainsi générer une crise à la périphérie américaine[142].

La protection : avantageuse pour les agriculteurs et les travailleurs

Si, jusqu'à maintenant, les arguments avancés par Carey en faveur de la protection se situent au niveau de la nation, comment ces avantages se répercutent-ils pour les individus ? Si la protection favorise l'émergence d'industries nationales, cela ne se ferait-il pas contre l'intérêt du consommateur en renchérissant le coût des manufactures, comme le répétaient *ad nauseam* les partisans du libre-échange ? Cela n'avantageait-il pas le secteur manufacturier au détriment des agriculteurs ? Si Carey arguait que les nations s'industrialisant devenaient plus riches dans leur ensemble, cela implique implicitement que même si la protection favorisait les industriels, les gains spécifiques liés au secteur industriel étaient plus importants pour le bien commun général que tout désavantage temporaire.

Cependant, Carey n'en resta pas là : ne devait-il pas convaincre son lectorat, autant les ouvriers que les agriculteurs ? Il s'attela donc à prendre d'assaut l'argument voulant que le consommateur soit lésé par la protection. Pour ce faire, il s'en prit à l'individualisme méthodologique, à la notion même du consommateur existant en soi et pour soi comme le présumait la théorie libérale : existe-t-il un tel consommateur qui existerait par lui-même et pourrait consommer sans jamais travailler ? Si on peut certes consommer à crédit, cela ne peut durer qu'un temps. Ainsi, pour Carey, il n'existe pas de dichotomie entre le producteur (qui englobe chez lui autant l'ouvrier que le fermier) et le consommateur : ils sont une seule et unique personne. Par conséquent, si on se préoccupe vraiment du sort du consommateur, il faut également s'intéresser à son sort en tant que travailleur. C'est pourquoi il affirma que la réelle métrique pour évaluer le succès d'une politique économique n'est pas le coût nominal d'un article comme dans la théorie libérale, mais bien le *pouvoir de consommation* du travailleur, lequel dépend en partie du salaire[143].

Reprenant la logique de l'offre et la demande, il l'appliqua alors à la situation du travailleur. Pour lui, il était clair que la politique de l'Angleterre de vouloir être l'atelier du monde et de conserver le *monopole industriel* impliquait, comme l'affirmaient les dirigeants anglais[144], d'écraser les salaires et d'empêcher la création de syndicats en Angleterre même. Il

soutint que toute augmentation du salaire en tout lieu est bénéfique pour tous alors que toute baisse est néfaste pour tous les travailleurs. Pour appuyer son argument, il donna l'exemple de l'Irlande, où la politique économie anglaise de « libre-échange » avait tellement appauvri le pays qu'il en exportait sa population, notamment vers l'Angleterre, y engendrant une pression à la baisse des salaires. Ce flot de *cheap labor* réjouissait d'ailleurs le *Times*, ce qui ne manquait pas de provoquer l'indignation de Carey. En résumant, pour Carey, « la liberté d'échanger avec un partisan du libre-échange britannique signifie que l'homme riche devrait être libre d'acheter à un prix aussi faible que possible de la main-d'œuvre, et de revendre aussi cher que possible les produits que souhaite acquérir le travailleur[145]. »

Pour Carey, la protection permet la diversification de l'économie et donc une diversité d'emplois, ce qui engendre une plus grande demande pour les travailleurs. Ceci leur procure plus de liberté de choix et de meilleurs salaires, alors qu'une économie purement agricole voit les salaires se déprécier, car tous doivent se concurrencer dans un seul et même secteur. De plus, argue-t-il, une nation purement agricole sous-utilise ses forces productives[146], car le travail n'est pas requis à longueur d'année dans les champs et tout travail perdu, tout chômage est une perte irrécupérable d'industrie et donc de richesse (on rappellera que la théorie du libre-échange présuppose a priori le plein-emploi).

Les partisans du libre-échange insistaient sur le fait que sans lui, la concurrence ne s'opère pas et générerait donc des hausses de prix pour le consommateur. Pour contrer cet argument, Carey rappela que c'est la protection qui permit la concurrence contre le *monopole* industriel anglais : il donna l'exemple du *Zollverein* allemand, qui permit l'émergence de l'industrie allemande jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de rivaliser avec l'industrie anglaise sur les marchés internationaux. En fait, pour Carey, la concurrence ne disparaît pas : elle opère au niveau national. De plus, de nouveaux progrès technologiques, abaissant les coûts, deviennent possibles dans les nouvelles manufactures que crée la protection. Bref, s'il est vrai que les prix pouvaient monter initialement, ils baissent éventuellement, reprenant en cela l'argument déjà émis par Hamilton en 1791[147]. Bien qu'aucunement universel, ce phénomène est observable aux États-Unis entre 1824 et 1834[148].

De plus, malgré les hausses immédiates engendrées par les tarifs, le Système américain engendrait selon Carey des effets compensatoires pour les fermiers. D'abord, l'accès à un marché local réduisait les coûts de transport toujours absorbés par les fermiers et générait des emplois lors de la saison morte. De plus, l'établissement de manufactures proches des terres agricoles avait pour résultat d'augmenter leur valeur. En outre, cette agriculture locale était beaucoup plus saine pour le sol, car elle permettait de

faire des rotations de cultures et de récupérer des engrais, alors que la monoculture d'exportation épuisait les sols[149]. Le développement du *home market* offrait en fait un autre débouché plus payant et sécuritaire aux fermiers américains que le seul marché anglais. En effet, l'Angleterre cherchait en fait à mettre en concurrence tous les pays producteurs de matières premières sur un seul marché, le sien, afin de les obtenir à moindre coût, alors que les fermiers recherchent les prix les plus élevés. Carey résume : « Nous tenons ici le secret de la prospérité britannique, qui consiste à stimuler la concurrence pour la production de tout ce dont le peuple de Grande-Bretagne a besoin et à détruire la concurrence pour la production de ce tout qu'il désire vendre[150]. »

Alors que les fermiers se faisaient dire que la protection servait les intérêts spéciaux des manufactures, Carey ne manquait de souligner combien le libre-échange était également défendu par des intérêts spéciaux, en l'occurrence les producteurs de coton. Comment expliquer autrement qu'en 1846, les démocrates luttèrent, à l'instar des physiocrates français[151], pour le libre-échange en vue de faire *monter* les prix agricoles (accusant les protectionnistes de vouloir maintenir bas les prix des denrées agricoles en les privant du marché anglais), alors qu'en 1854, les mêmes journaux démocrates accusaient les protectionnistes de vouloir maintenir les prix agricoles élevés en refusant la réciprocité avec le Canada ? Pour Carey, ces deux positions incompatibles s'expliquaient par un changement d'alliance pour le Sud : avec l'Ouest en 1846, avec l'Est en 1854[152].

D'ailleurs, une série d'articles fut écrite et republiée sous forme de pamphlet par le NYT pour contrer, entre autres, l'argument voulant que le Nord exploitât le Sud à travers, notamment, les taxes collectées par le tarif douanier. C'était là oublier des politiques comme les achats de la Louisiane et de la Floride qui servirent presque exclusivement les intérêts du Sud. C'était oublier également le coût des guerres au profit du Sud, comme celle contre le Mexique ou encore contre les Autochtones en Floride. Le Nord ne cherchait pas l'expansion territoriale, mais bien à rendre plus productif ce qu'il possédait. Cependant, le Nord se voyait refuser les investissements dans les infrastructures alors que l'État fédéral devait financer des routes dans les nouveaux territoires acquis.

De plus, la politique de libre-échange poursuivie par le Sud, qui visait à payer le moins cher possible les travailleurs, nuisait aux travailleurs du Nord en les mettant en concurrence avec les bas salaires européens. Cette politique générait également des déficits commerciaux, et l'augmentation conséquente de la dette étrangère se concluait par des crises économiques : cela aussi représentait des coûts pour le Nord (et le Sud lui-même en était très affecté). Loin d'être si fatal aux intérêts du Sud, le développement des manufactures sous un régime protectionniste permettrait selon Carey de

consommer une partie du coton au pays, de diminuer ainsi la quantité envoyée en Angleterre, et donc soutenir le prix du coton[153].

Le libre-échange : au profit des classes créditrices, la minorité

Le Parti démocrate, défenseur du libre-échange, se prétendait le défenseur des pauvres contre les « aristocrates » industriels. Si les protectionnistes ne mettaient pas l'accent sur l'exploitation des travailleurs par les propriétaires industriels (contrairement aux marxistes, ils professaient une harmonie des intérêts des classes *productives*) ni sur le conflit entre producteurs et consommateurs comme chez les libéraux, ils le mettaient toutefois sur le conflit entre débiteurs, la majorité, et les créditeurs, la minorité[154]. Comme nous l'avons vu, les déficits commerciaux engendraient une fuite de métaux précieux et une hausse correspondante du taux d'intérêt (de 8 % à 20 % aux États-Unis contre 3 à 4 % en Angleterre), laquelle affectait autant les travailleurs que les industriels. Cette conséquence nuisait à tous, sauf à la classe des rentiers, les *money-lenders*, qui vivaient de la dette, dont celle de l'État, payée par les travailleurs[155]. Les partisans du libre-échange en appelaient même à l'élimination des lois contre l'usure : était-ce là être l'ami des pauvres que de demander Carey[156] ? En fait, pour Carey, le Parti démocrate, avec sa politique de libre-échange, poursuivait une politique économique qui servait la minorité de la classe financière : « Le *Sham Democracy* ainsi que Wall Street, et à travers Wall Street les banquiers de Londres, travaillent toujours ensemble. L'objet de tout cela étant le même, qui est celui d'enrichir le riche et d'appauvrir le pauvre ; et à chaque pas franchi dans cette direction, le pays perd une partie toujours plus grande de l'estime dont faisait preuve le monde à son égard[157]. » De plus, il ne pouvait qu'être conforté dans cette position, alors que les plus influents journaux anglais se positionnaient sans réserve pour le Parti démocrate, pourtant pro-esclavagiste. Ainsi, il publiait des extraits comme celui du *London Times* qui affirmait que le triomphe du candidat démocrate, poussé de l'avant par les hommes du Sud « will secure, probably for ever, the ascendancy of liberal commercial principles, […], we take Gen. Pierce to be a fair representative of the opinions of Mr. Calhoun, and, as such, a valuable practical ally of the Commercial policy of this country[158]. » L'article de Carey ne manqua pas d'insinuer que l'or britannique ne ferait pas défaut pour le candidat démocrate…

Conclusion

Les questions soulevées par les articles de Carey lors de la décennie 1850 ont une résonance tout à fait contemporaine. Tout cela confirme également

l'observation, aux États-Unis, de D. Todd[159], selon laquelle les questions sur la mondialisation et le commerce international ne sont pratiquement qu'une répétition d'arguments élaborés et débattus il y a 150 ans. En excluant la Chine des statistiques, ce pays ayant réussi à sortir des centaines de millions de gens de la pauvreté en s'appuyant sur un état systématiquement interventionniste dans la sphère de l'industrie et de la finance, le modèle néolibéral de mondialisation a, comme son modèle libéral précédent du XIX[e] siècle, creusé les écarts entre pays riches et pauvres, ainsi qu'à l'intérieur même des pays riches[160].

Si le passé n'est pas garant du futur, il serait néanmoins sage aujourd'hui d'étudier réellement les politiques économiques que suivirent les États-Unis et les justifications employées pour défendre ces politiques plutôt que des modèles économiques abstraits sans assise historique. En ce sens, il est utile d'étudier les écrits de « musiciens » aujourd'hui oubliés comme Carey, pour poursuivre sur la métaphore de D. Todd, car ce fut cette musique qui prévalut (un temps) dans ce pays, notamment dans une partie de l'opinion publique formée par des journaux comme le *New York Tribune*.

L'histoire est le seul laboratoire disponible pour les économistes afin de tester leur théorie. Si les politiques d'alors ne sont plus applicables telles quelles, elles enseigneraient au moins la modestie aux économistes qui pèchent par excès de conviction en faveur de doctrines qui ont pourtant déjà montré à maintes reprises leurs limites. Le retour de l'histoire économique et de celle de la pensée économique dans les facultés d'économie n'est-il pas souhaitable afin de se prémunir contre le dogme du Marché, une recette unique universelle valable en tout temps, indépendamment du contexte historique ?

Notes et références

1. Stephen Meardon, « A Reciprocity of Advantages : Carey, Hamilton, and the American Protective Doctrine », *Early American Studies : An Interdisciplinary Journal*, vol. 11, n° 3, p. 431-454.
2. Cathy Matson, James N. Green *et al.*, « Special Issue : Ireland, America, and Mathew Carey », *Early American Studies*, vol. 11, n° 3, 2013, p. 395-589 ; Mathew Carey et Lawrence A. Peskin, *The New Olive Branch (1820) and Selected Essays Economic and Political Writings of the Nineteenth Century*, London, Anthem Press, 2014, p. 1-38 ; Kenneth Wyer Rowe, *Mathew Carey, a Study in American Economic Development*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1933 ; Edward C. Carter II, « The Birth of a Political Economist : Mathew Carey and the Recharter Fight of 1810-1811 », *Pennsylvania History*, vol. 33, n° 3, 1966, p. 247-288.
3. Earl L. Bradsher, *Mathew Carey, Editor, Author and Publisher : A Study in American Literary Development*, New York, Columbia University Press, 1912 ; David Kaser, *Messrs. Carey and Lea of Philadelphia : a Study in the History of the Booktrade*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1957.

4. Les restrictions commerciales imposées par l'Angleterre à l'Irlande, dont celle de 1699 contre son industrie lainière, avaient pour but d'empêcher toute compétition manufacturière et de réduire l'Irlande au statut de colonie. Voir Sophus A. Reinert, *Translating Empire : Emulation and the Origins of Political Economy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2011, p. 93.
5. Bernard Semmel, *The Liberal Ideal and the Demons of Empire : Theories of Imperialism from Adam Smith to Lenin*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1993, p. 62 ; Bernard Semmel, *The Rise of Free Trade Imperialism : Classical Political Economy, the Empire of Free Trade and Imperialism 1750-1850*, Cambridge Eng. University Press, 1970, p. 37-38.
6. Michael Hudson, *Trade, Development and Foreign Debt 1, International Trade*, London, Pluto Press, 1992, p. 69-102 ; Bernard Semmel, *The Rise of Free Trade*, *op. cit.*, p. 14-24.
7. Adam Smith et Andrew S. Skinner, *The Wealth of Nations, Books I-III,* London, New York, Penguin, 1999 [1776], p. 466.
8. Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Nouv. Éd., Paris, Éditions La Découverte, 1999, p. 36-39 ; John Vincent Nye, « The Myth of Free-Trade Britain and Fortress France : Tariffs and Trade in the Nineteenth Century », *The Journal of Economic History*, vol. 51, n° 1, 1991, p. 2346.
9. Ha-Joon Chang, *Bad Samaritans : the Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, New York, NY, Bloomsbury Press, 2008, p. 28.
10. En fait, l'Angleterre réussit à changer sa structure économique d'exportatrice de matières premières à la fin du 17e siècle à celle d'exportatrice de manufactures (et en nation créditrice), par l'intermédiaire d'un État systématiquement interventionniste, un mur de protections tarifaires, des subventions aux manufactures (et de l'espionnage, notamment sur le textile indien) et l'emploi arbitraire de la violence, tant par des acteurs privés que par l'État. Voir Sophus A. Reinert, *op. cit.*, p. 285 note 65 sur l'historiographie récente sur le sujet ; également Ha-Joon Chang, *op. cit.*, p. 40-48 ; Paul Bairoch, *op. cit.*, p. 38. Voir aussi Sven Beckert, *Empire of Cotton : a Global History*, New York, Alfred A. Knopf, 2014, p. xv, 29-55 et 200.
11. William Notz, « Frederick List in America », *The American Economic Review*, vol. 16, n° 2, 1926, p. 249-65 ; Michael Hudson, *America's Protectionist Takeoff, 1815-1914 : the Neglected American School of Political Economy*, Nouv. Éd., revue et augm., Dresden, Islet, 2010, p. 83.
12. Friedrich List, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, 1998, p. 502. À ce propos, lire le discours très révélateur de William Huskisson sur la stratégie britannique, dans lequel il juge que c'est le pays le plus avancé, l'Angleterre, qui a le plus à perdre à maintenir une politique de protection navale lorsqu'il n'en avait plus l'exclusivité : « that it may possibly be a wise policy to divert such countries from that system, rather than to goad them on, or even leave them a pretext for going into it. » William Huskisson et John W. Murray, *The Speeches of the Right Honorable William Huskisson : With a Biographical Memoir, Supplied to the Editor from Authentic Sources*, London, John Murray, Albemarle Street, 1831, vol. III, p. 32.
13. Bernard Semmel, *The Rise of Free Trade, op. cit.*, p. 130-157 ; William D. Grampp, *The Manchester School of Economics*, Stanford, Calif., Stanford

University Press, 1960, p. 5, 5354 et 95116 ; David Todd, « John Bowring and the Global Dissemination of Free Trade », *The Historical Journal*, vol. 51, n° 2, 2008, p. 382 ; Erik S. Reinert, « Raw Materials in the History of Economic Policy », dans Gary Cook, éd., *The Economics and Politics of International Trade*, New York / Londres, Routledge, 1998, p. 274-296. Voir aussi Lionel Robbins, *The Theory of Economic Policy in English Classical Political Economy*, London, Macmillan, 1952, p. 10, qui affirme que les économistes classiques anglais pensèrent toujours en terme national quant aux avantages d'adopter le libre-échange.

14. J. Budziszewski, « A Whig View of Slavery, Development, and the World Market », *Slavery & Abolition*, vol. 4, n° 3, 1983, p. 199-213. Sur les efforts de Carey pour convaincre le Sud de s'industrialiser et d'abandonner la monoculture d'exportation et le libre-échange, voir l'une des rares monographies sur Carey : George Winston Smith, *Henry C. Carey and American Sectional Conflict*, Albuquerque, University of New, Mexico Press, 1951 ; aussi Sarah T. Phillips, « Antebellum Agricultural Reform, Republican Ideology, and Sectional Tension », *Agricultural History*, vol. 74, n° 4, 2000, p. 799-822.
15. David Todd, *L'identité économique de la France : libre-échange et protectionnisme, 1814-1851*, Paris, B. Grasset, 2008, p. 16.
16. Rodney J. Morrison, *Henry C. Carey and American Economic Development*, American Philosophical Society, vol. 76, 1986.
17. La théorie de Ricardo se base sur diverses hypothèses, dont plusieurs ne sont pas fondées, comme celle de rendement constant : il n'y aurait pas de rendement croissant (*increasing return*), phénomène économique pourtant découvert dès le 17e siècle par Antonio Serra. Voir Erik S. Reinert, *How Rich Countries Got Rich and Why Poor Countries Stay Poor,* New York, Carroll & Graf, 2007, p. 38 : son livre démontre les implications théoriques et historiques de cette hypothèse. Sur Serra, voir Erik S. Reinert et Sophus A. Reinert, « An Early National Innovation System : The Case of Antonio Serra's 1613 Breve Trattato », *Institutions and Economic Development/Istituzioni e Sviluppo Economico*, vol. 1, n° 3, 2003, p. 87-119. Pour une critique systématique des hypothèses de Ricardo, voir Michael Hudson, *Trade…*, *op. cit.*, vol. 1, p. 116-147. Voir également Utsa Patnaik, « Ricardo's Fallacy Mutual Benefit from Trade Based on Comparative Costs and Specialization ? », dans K.S. Jomo (dir.), *The Pioneers of Development Economics : Great Economists on Development*, New Delhi, London, Tulika Books, 2005, p. 31-41. Ricardo a basé sa théorie sur le cas d'un échange hypothétique entre l'Angleterre et le Portugal ; pourtant, le résultat historique du libre-échange fut le développement du « sous-développement » de ce dernier. Voir Sandro Sideri, *Trade and Power, Informal Colonialism in Anglo-Portuguese Relations*, Rotterdam, Rotterdam University Press, 1970.
18. Rodney J. Morrison, *op. cit.*, p. 82.
19. Paul Bairoch, *op. cit.*, p. 62-65 ; Richard Kozul-Wright et Paul Rayment, *The Resistible Rise of Market Fundamentalism : Rethinking Development Policy in an Unbalanced World*, New York, Zed Books, 2008 ; Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence : China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton University Press, 2000 ; Paul Bairoch et Kozul-Wright Richard, *Globalization Myths : some Historical Reflections on Integration, Industrialization*

and Growth in the World Economy, Geneva, Switzerland, UNCTAD, 1996; Cynthia T. Morris et Irma Adelman, *Comparative Patterns of Economic Development, 1850-1914*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1988; Luigi Pascali, « The Wind of Change : Maritime Technology, Trade, and Economic Development », *American Economic Review*, vol. 107, nº 9, 2017, p. 2821-2854. Pour le 20e siècle, voir José A. Ocampo, *et al.*, *Growth Divergences : Explaining Differences in Economic Performance*, London, Zed Books, 2007.

20. Paul Bairoch, *op. cit.*, p. 53-59.
21. Mathew Carey, *Alexander Hamilton's Report on the Subject of Manufactures, Made in His Capacity of Secretary of the Treasury, on the Fifth of December, 1791*, Philadelphia, Printed by William Brown, 1827.
22. David Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, (Third Ed.), Kitchener, Batoche Book, 1817, p. 89-90.
23. Songho Ha, *The Rise and Fall of the American System : Nationalism and the Development of the American Economy, 1790-1837*, London, Routledge, 2016; Thomas P. Govan, *Nicholas Biddle, Nationalist and Public Banker, 1786-1844*, Chicago, University of Chicago Press, 1959, p. 2.
24. À ce sujet, voir également, Donald Gibson, *Wealth, Power, and the Crisis of Laissez Faire Capitalism*, 1ère éd., New York, Palgrave Macmillan, 2011, p. 1-42.
25. Alex Roland *et al.*, *The Way of the Ship : America's Maritime History Reenvisioned, 1600-2000*, Hoboken, New Jersey, John Wiley & Sons, 2008, p. 105-106 et 128-129; John G. B. Hutchins, *The American Maritime Industries and Public Policy, 1789-1914 ; an Economic History*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1941. Voir David Ormrod, *The Rise of Commercial Empires : England and the Netherlands in the Age of Mercantilism, 1650-1770*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 334-351 démontrant que les lois de navigation anglaises avaient un but éminemment économique et non simplement militaire, comme l'affirmait Adam Smith.
26. George Rogers Taylor, *The Great Tariff Debate, 1820-1830*, Boston, Heath, 1953, p. *v*; William K. Bolt, *Tariff Wars and the Politics of Jacksonian America*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2017. À compléter par Daniel Peart, *Lobbyists and the Making of US Tariff Policy, 1816-1861*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2018, p. 164-193, qui rend compte de l'influence de Carey et consort de manière beaucoup plus exhaustive. Pour l'histoire générale des politiques commerciales américaines, voir Alfred E. Eckes, *Opening America's Market : U.S. Foreign Trade Policy since 1776*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995. Deux classiques sur le thème au 19e siècle, l'un par un auteur libéral et le second par un « protectionniste » : Frank William Taussig, *The Tariff History of the United States*, 8e éd. New York, Putnam's Sons, 1931 [1888] et Edward Stanwood, *American Tariff Controversies in the Nineteenth Century*, 2 vols, New York, Garland Pub., 1974 [1903]. L'utilité des tarifs pour la période est débattue : voir Harley, C. Knick, « International Competitiveness of the Antebellum American Cotton Textile Industry », *The Journal of Economic History*, vol. 52, nº 3, 1992, p. 559-584.
27. La convention nationale du libre-échange tenue à Philadelphie en 1831 a synthétisé et généré l'essentiel des arguments économiques employés par les défenseurs du libre-échange auxquels devait faire face Carey. Voir William S.

Belko, *The Triumph of the Antebellum Free Trade Movement*, Gainesville, Fla, Univ. Press of Florida, 2012.

28. Malcolm R. Eiselen, *The Rise of Pennsylvania Protectionism*, Philadelphia, Porcupine Press, 1974 [1932], p. 275 ; Rodney J. Morrison, *op. cit.*, p. 6-7.
29. Gabor S. Boritt, *Lincoln and the Economics of the American Dream*, Urbana, University of Illinois Press, 1994 ; Phillip W. Magness, « Abraham Lincoln's Swing State Strategy : Tariff Surrogates and the Pennsylvania Election of 1860 », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, vol. 143 nº 1, 2019, p. 5-32.
30. Simon Vézina, « Henry C. Carey et le Système américain d'économie contre l'impérialisme du libre-échange britannique : Son passage au New York Tribune », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, Faculté des arts et sciences, 2014, voir p. 129-136 pour la liste des articles repérés et quelques considérations méthodologiques.
31. Heather Cox Richardson, *The Greatest Nation of the Earth : Republican Economic Policies During the Civil War*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, p. 19.
32. Elwyn B. Robinson, « The "North American" : Advocate of Protection », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, vol. 64, nº 3, 1940, p. 345-55 ; Robert L. Bloom, « Morton Mcmichael's "North American" », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, vol. 77, nº 2, 1953, p. 164-80.
33. William Elder, *A Memoir of Henry C. Carey*, Philadelphia, H.C. Baird & Co., 1880, p. 25 et p. 3739, pour une liste de ses écrits.
34. Thomas D. Birch, « Toward a Better Order : The Economic Thought of Ralph Waldo Emerson », *The New England Quarterly*, vol. 68, n° 3, 1995, p. 385-401.
35. Alexander Del Mar, « The Round Table of Henry C. Carey », *Gunton's Magazine*, vol. XIII, 1897, p. 99108 ; Robert E. Thompson, « Henry C. Carey », *Penn Monthly*, vol. X, Nov., 1879, p. 831-832 ; Abraham D. H. Kaplan, *Henry Charles Carey, a Study in American Economic Thought*, Baltimore, Johns Hopkins press, 1931, p. 13.
36. Voir Daniel Peart, *op. cit.*, p. 164-193 ; George Winston Smith, *op. cit.* ; Arthur M. Lee, « Henry C. Carey and the Republican Tariff », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, vol. 81, n° 3, 1957, p. 280-302 ; Matteo M. Rossi, « Protecting America : Order, Nation and Exception in Henry Carey's Social Science », *US Abroad. Journal of American History and Politics*, vol. 2, mars 2019, p. 4.
37. Robert P. Sharkey, *Money, Class, and Party : An Economic Study of Civil War and Reconstruction*, Johns Hopkins University Studies, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1959 ; Gretchen Ritter, *Goldbugs and Greenbacks : The Antimonopoly Tradition and the Politics of Finance in America*, New York, Cambridge University Press, 1997. Ritter surpasse l'interprétation d'Irwin Unger en démontrant que le système d'étalon-or était loin d'avoir le monopole de la rationalité économique et que le type de capitalisme tel qu'il se développa dans les années 1870 aux ÉtatsUnis n'était pas une nécessité historique au sens libéral ou marxiste du terme, mais une possibilité parmi d'autres.
38. Henry C. Carey, « Repudiation : Past, Present, and Future. - III », *Penn Monthly*, vol. X, June 1879, p. 455472 ; [s.a], « Carey and Greeley », *The Social Economist*,

1894, p. 141-143 ; Adam-Max Tuchinsky, *Horace Greeley's New-York Tribune : Civil War-Era Socialism and the Crisis of Free Labor*, Ithaca, Cornell University Press, 2009, p. 185 et 190.

39. Greeley écrivit son opus économique en 1869 : Horace Greeley, *Essays Designed to Elucidate the Science of Political Economy While Serving to Explain and Defend the Policy of Protection to Home Industry, as a System of National Cooperation for the Elevation of Labor*, Philadelphia, Porter, 1869.
40. Adam-Max Tuchinsky, *op. cit.*, p. 212-41 ; Michel Les Benedict (dir.), « Reforms Republicans and the Retreat from Reconstruction », dans John Hope Anderson Franklin et Alfred A. Eric Moss, *The Facts of Reconstruction : Essays in Honor of John Hope Franklin*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1991, p. 53-78 ; Glyndon G. Van Deusen, *Horace Greeley : Nineteenth-Century Crusader*, American Century Series, New York, Hill & Wang, 1964, p. 400-16.
41. Lettre de Marx à Jospeh Weydemeyer, 5 mars 1852, dans Karl Marx and Frederick Engels, *Letters to Americans*, New York, International Publishers, 1953, p. 44.
42. Henry C. Carey, *Scrapbook Containing Newspaper Clippings, Magazine Articles and Sundry Biographical Essays*, 1859, 113 p. Ce volume numérisé contient des coupures de journaux sur Carey, notamment sur son dernier voyage en Europe et son passage à la *Société d'économie politique* à Paris en 1859 (p. 40).
43. *The Times*, 22 janvier 1876, p. 9. Carey répondit avec un pamphlet qui circula rapidement et fut aussitôt traduit en allemand : Henry C. Carey, *Commerce, Christianity, and Civilization, versus British Free Trade : letters in Reply to the London Times*, Philadelphia, Collins, 1876. Pour une réflexion moderne sur le sujet, voir Erik Ringmar, *Liberal Barbarism : the European Destruction of the Palace of the Emperor of China*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.
44. Kevin Henley, « The International Roots of Economic Nationalist Ideology in Canada, 1846-85 », *Journal of Canadian Studies*, vol. 24, 1989-90, p. 107-121 ; Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, 1991, New York, Routledge, p. 72-91. À noter que Louis-Joseph Papineau possédait un exemplaire d'un livre de Carey (*The Past, the Present and the Future*, 1848). Voir Roger Lemoine, « Le catalogue de la bibliothèque de Louis-Joseph Papineau », Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, coll. « Documents de travail du Centre de recherche en civilisation canadienne-française », n° 21, 1982, p. 21.
45. Sans être exhaustifs, voir, pour l'Allemagne : Cathie J. Martin et Duane Swank, *The Political Construction of Business Interests : Coordination, Growth, and Equality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 109-27, surtout p. 117-119 ; « The German Protective Movement », *Bulletin of The national Association of Wool Manufacturers*, vol. 9, 1879, p. 195-202. Pour le Japon : Tessa Morris-Suzuki, *A History of Japanese Economic Thought*, New York, Routledge, 1989, p. 59-60 ; James L. Huffman, *Yankee in Meiji Japan : The Crusading Journalist Edward H. House*, Lanham, Md., Rowman & Littlefield Publishers, 2003, entre autres, p. 138-139 et 267-268 ; Michael Hudson, *E. Peshine Smith a Study in Protectionist Growth Theory and American Socialism*, thèse de Ph. D., New York University, 1968, p. 30-34. En Russie, en plus d'articles de journaux dans le *NYT* comme « Personal », *NYT*, 20 juin 1859 ; « Personal », *NYT*, 27 août 1859 ; « Article 10 »,

NYT, 14 oct. 1859, voir Cassius Marcellus Clay, *The Life of Cassius Marcellus Clay. Memoirs, Writings, and Speeches*, Cincinnati, Brennan & Co., 1886, vol. 1, p. 414-415. En France, ses œuvres furent traduites rapidement et ses arguments furent repris par les organes défendant la protection (« Personal », *NYT*, 20 juin 1859) ou encore influencèrent Paul Cauwès (Paul Cauwès, *Cours d'économie politique,* Paris, Larose & Forcel, 1893, p. 458-465). En Inde, voir John Adams, « The Institutional Economics of Mahadev Govind Ranade », *Journal of Economic Issues*, vol. 5, n° 2, 1971, p. 80-92.

46. William Elder, *op. cit.* Voir aussi Robert E. Thompson, *loc.cit*., p. 816-834.
47. Adrian Johns, *Piracy : The Intellectual Property Wars from Gutenberg to Gates*, Chicago, University of Chicago Press, 2009, p. 307-326. Le grand mérite de John est de situer sa démarche intellectuelle dans son temps et non comme un fait isolé de l'époque.
48. Rodney J. Morrison, *op. cit.* ; Paul Keith Conkin, *Prophets of Prosperity : America's First Political Economists*, Bloomington, Indiana University Press, 1980, p. 261-308 ; Ernest Teilhac, *Histoire de la pensée économique aux États-Unis au dix-neuvième siècle*, Paris, Recueil Sirey, 1928, p. 52111 ; Abraham D. H. Kaplan, *op. cit*. Voir également Lars Magnusson, *The Tradition of Free Trade,* London, New York, Routledge, 2004, p. 100-4 ; Stephen Meardon, « Reciprocity and Henry C. Carey's Traverses on "the Road to Perfect Freedom of Trade" », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 33, n° 3, 2011, p. 307-333 ; Stephen Meardon, « Henry C. Carey's "Zone Theory" and American Sectional Conflict », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 37, n° 2, p. 305-320 ; Louis Vernon Parrington, *The Beginnings of Critical Realism in America, 1860-1920*, New York, Harcourt, Brace & World, 1958, p. 105-11 ; Henry Carey Baird, « Carey and Two of His Recent Critics, Eugen V. Böhm-Bawerk and Alfred Marshall », *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 29, n° 136, 1891, p. 166-73.
49. Karl Marx, *Capital,* Moscow, Progress Publishers, 1956, vol. 3, p. 398.
50. Joseph Dorfman, *The Economic Mind in America Civilization*, New York, Viking Press, 1946, p. 789-810. Voir aussi Michael Hudson, *America's Protectionist, op. cit*., p. 1-10 pour une synthèse historiographique sur les penseurs protectionnistes américains du 19e siècle.
51. Voir Anthony F. C. Wallace, *St Clair : a Nineteenth-Century Coal Town's Experience with a Disaster-Prone Industry*, New York, Knopf, 1987, p. 78 (voir p. 55-60 et 78-100 pour l'activité du groupe Carey dans la région et ses intérêts dans le charbon).
52. James L. Huston, *Calculating the Value of the Union : Slavery, Property Rights, and the Economic Origins of the Civil War*, Civil War America, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, p. 26-29, 48 et 58.
53. Voir David Christy *et al*., *Cotton Is King, and Pro-Slavery Arguments*, Augusta, Pritchard, Abbott & Loomis, 1860, p. 68, 71 et 217-218. Il s'agit du document le plus complet sur la théorie économique des propriétaires d'esclaves (voir p. 33-226 pour le cœur de l'argumentation contre l'industrialisation des Etats-Unis). Thomas Cooper, Anglais d'origine, fut un benthamite radical avant de devenir un pro-esclavagiste, bien qu'il restât constamment un porte-parole de l'économie politique libre-échangiste anglaise malgré les

autres changements idéologiques. Voir Michael J. L. O'Connor, *Origins of Academic Economics in the United States*, New York, Garland Pub., 1974, p. 48-56.

54. L'attitude de Mill à l'égard de Carey changea et devint de plus en plus hostile à mesure que grandit son influence aux États-Unis et en Europe. Voir Rodney J. Morrison, *op. cit.*, p. 5-6. Les positions de Mill, opposées à celle de Carey qui défendait l'indépendance de l'Irlande et de l'Inde (voir Henry C. Carey, *The Past, the Present, & the Future*, New York, A.M. Kelley, 1967 [1848], p. 446), peuvent aider à comprendre pourquoi il est censé être « a man of plain speech [who] swears like a bargeman whenever Mill's name is mentioned » (J. Morisson, *op. cit.*, p. 2).
55. Eileen P. Sullivan, « Liberalism and Imperialism : J. S. Mill's Defense of the British Empire », *Journal of the History of Ideas,* vol. 44, n° 4, 1983, p. 599-617 ; Beate Jahn, « Barbarian Thoughts : Imperialism in the Philosophy of John Stuart Mill », *Review of International Studies*, vol. 3, n° 3, 2005, p. 599-618.
56. Anthony Howe, *Free Trade and Liberal England, 1846-1946*, Oxford, New York, Clarendon Press, Oxford University Press, 1997, p. 118 et 116-155 sur le Club et ses activités. On y notera la présence de financiers ayant des intérêts directs dans cette politique, notamment Baring, très impliqué dans le financement du négoce du coton américain. Voir Philip Ziegler, *The Sixth Great Power : Barings 1762-1929*, London, Harper Collins Publishers Limited, 1988, p. 145,150. David Wells, un ancien disciple de Carey, reconverti aux thèses du libre-échange, en fut un membre. Voir Stephen Meardon, « Postbellum Protection and Commissioner Wells's Conversion to Free Trade », *History of Political Economy*, vol. 39, n° 4, 2007, p. 571-604.
57. Brian Gardner, *The East India Company : A History*, London, Hart-Davis, 1971, p. 289. Voir aussi Nick Robins, *The Corporation That Changed the World. How the East India Company Shaped the Mordern Multinational*, Londres, Pluto Press, 2006, p. 164 et 166.
58. Comme le démontre Trocki, l'opium n'était pas une aberration, un simple négoce périphérique de l'Empire, mais un des items vitaux de la présence anglaise en Asie. Voir Carl A. Trocki, *Opium, Empire, and the Global Political Economy : A Study of the Asian Opium Trade, 1750-1950*, London, New York, Routledge, 1999.
59. John Stuart Mill et Nathanson Stephen, *Principles of Political Economy : with some of their Applications to Social Philosophy*, Indianapolis, Hackett Pub., 2004, p. 50.
60. Lars Magnusson, *The Tradition of Free Trade*, *op. cit.*, p. 70-91 qui a examiné comment cette construction historique a été employée par les partisans du libre-échange contre la protection tarifaire.
61. Erik S. Reinert, « Johann Heinrich Gottlob von Justi – The Life and Times of an Economist Adventurer », dans Jürgen G. Backhaus (dir.), *The Beginnings of Political Economy Johann Heinrich Gottlob von Justi*, New York, NY, Springer, 2009, p. 67. Voir aussi Steve Pincus, « Rethinking Mercantilism : Political Economy, the British Empire, and the Atlantic World in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *The William and Mary Quarterly*, vol. 69, n° 1, 2012, p. 12-14 ; Cosimo Perrotta, « Is the Mercantilist Theory of the Favorable

Balance of Trade Really Erroneous ? », *History of Political Economy*, vol. 23, n° 2, 1991, p. 314-315 ; Donald C. Coleman, « Mercantilism Revisited », *The Historical Journal*, vol. 23, n° 4, 1980, p. 773-791.

62. Voir l'arbre généalogique des penseurs de cette école : Erik S. Reinert, *How Rich…, op. cit.*, p. 33 ; Erik S. Reinert and Arno M. Daastøl « The Other Canon : the History of Renaissance Economics », dans Erik S. Reinert (dir.), *Globalization, Economic Development and Inequality : An Alternative Perspective*, Cheltenham, UK, Northampton, MA, Edward Elgar, 2004, p. 21-70.
63. Henry C. Carey, *Principles of Social Science : In Three Volumes*, Philadelphia, Lippincott [reprint], 1865, vol. 1, p. 28-35, 41, vol. 3, p. 21 et 70. Birch est un des rares à souligner cet aspect de la pensée de Carey. Voir Thomas D. Birch, « Toward a Better Order… », *loc.cit.*, p. 399.
64. Henry C. Carey, *Principles of Social Science*, vol. 1, p. 41-42, 154-155, 178, 192, 319, *passim*.
65. Michael Hudson, *America's Protectionist, op. cit.*, p. 92.
66. Rodney J. Morrison, *op. cit.*, p. 37-38.
67. Arnold W. Green, *Henry Charles Carey, Nineteenth-Century Sociologist*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1951.
68. Jeffrey P. Sklansky, *The Soul's Economy : Market Society and Selfhood in American Thought, 1820-1920*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002, p. 73-93. Voir également Dorothy Ross, *The Origins of American Social Science*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1990, p. 44-48.
69. Tony Allan Freyer, *Producers Versus Capitalists : Constitutional Conflict in Antebellum America*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1994.
70. Robert P. Sharkey, *Money, Class…, op. cit.*
71. James L. Huston, « A Political Response to Industrialism : The Republican Embrace of Protectionist Labor Doctrines », *The Journal of American History*, vol. 70, n° 1, 1983, p. 35-57 ; Heather Cox Richardson, *The Greatest Nation…, op. cit.*
72. Eric Foner, *Free Soil, Free Labor, Free Men : The Ideology of the Republican Party before the Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 19-20 et 36-39.
73. Daniel Walker Howe, *The Political Culture of the American Whigs*, Chicago, University of Chicago Press, 1979, p. 108-122 ; Stewart Winger, « Lincoln's Economics and the American Dream : A Reappraisal », *Journal of the Abraham Lincoln Association*, vol. 22, n° 1, 2001, p. 50-80.
74. Ariel Ron, « Henry Carey's Rural Roots, "Scientific Agriculture," and Economic Development in the Antebellum North », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 37, n° 2, p. 263-275 ; « Summoning the State : Northern Farmers and the Transformation of American Politics in the Mid-nineteenth Century », *The Journal of American History*, vol. 103, n° 2, p. 347-374 ; *Idem*, *Developing the Country "Scientific Agriculture" and the Roots of the Republican Party*, thèse de doctorat (histoire), University of California, 2012.
75. Ils furent ainsi une des forces importantes derrière la création du département d'Agriculture en 1862, rejeté par les démocrates qui se faisaient pourtant les défenseurs d'une vocation agricole du pays. Voir *Ibid.* ; Michael Hudson, *America's Protectionist, op. cit.*, p. 315-332.

76. « …the original and indestructible powers of the soil… », David Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, (Third Ed.), Kitchener, Batoche Book, 1817, p. 39.
77. Michael Hudson, *E. Peschine Smith, op. cit.*, p. 138-60 ; Ariel Ron, *op. cit.*, p. 81-86.
78. Eric B. Ross, *The Malthus Factor : Population, Poverty, and Politics in Capitalist Development*, New York, Zed Books, 1998, p. 1-2.
79. Divers auteurs ont abordé cette question en relation à Carey. Voir Paul Cauwès, *Cours d'économie politique, op. cit.,* tome 1, p. 458-65 ; J. R. Turner, « Henry C. Carey's Attitude toward the Ricardian Theory of Rent », *The Quarterly Journal of Economics,* vol. 26, n° 4, août 1912, p. 644-672 ; John R. Turner, *The Ricardian Rent Theory in Early American Economics*, New York, New York University Press, 1921, p. 110-42 ; Francis Taurand and Manh Hung Nguyen, « Pitfalls in a Received Idea : Ricardian Decreasing Returns at the Extensive Margin of a Natural Resource », *The Canadian Journal of Economics / Revue canadienne d'économique*, vol. 20, n° 1, 1987, p. 61-73. En partant de la question des copyrights et les liant à ses théories qui incluent les connaissances et la relation à la nature, le thème est aussi abordé dans Adrian Johns, « The Ecological Origins of Copyright Scepticism », *The Wipo Journal*, vol. 5, n° 1, 2013, p. 54-64.
80. « This was done by Mr. Malthus, who […] invented a great law of nature, for the purpose of accounting for results produced by the action of man » : Henry C. Carey, *Principles of Social Science*, *op. cit.,* vol. 3, p. 184 ; « Furnishing, as it did, a simple and easy explanation of the poverty existing in the world […] it relieve the governing classes from all responsibility for the wretchedness with which they were surrounded, and was therefore at once adopted » : *Ibid.*, vol. 1, p. 105. À ce sujet, voir Allan Chase, *The legacy of Malthus : the social costs of the new scientific racism*, New York, Knopf, 1977, p. 72-74 ; Eric B. Ross, *op. cit.*, p. 31-49 sur l'utilisation du malthusianisme pour expliquer la pauvreté irlandaise chez les élites anglaises de l'époque.
81. Liah Greenfeld, *The Spirit of Capitalism : Nationalism and Economic Growth,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2001. À propos de l'importance du nationalisme économique, voir également Roman Szporluk, *Communism and Nationalism : Karl Marx Versus Friedrich List*, New York, Oxford University Press, 1988.
82. Voir Lars Magnusson, *Nation, State and the Industrial Revolution the Visible Hand*, London, New York, Routledge, 2009, p. 4-5, 143-5. Voir aussi Sophus A. Reinert, *Translating Empire…*, *op. cit.*, p. 16-25 pour le 18e siècle et le lien entre le commerce et la guerre.
83. Les conceptions du nationalisme américain de Carey ont par ailleurs été récemment explorées. Voir Matteo M. Rossi, « Protecting America… », *loc.cit.*
84. Edward P. Crapol, *America for Americans : Economic Nationalism and Anglophobia in the Late Nineteenth Century*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1973. Le soutien militaire informel des Confédérés par les Britanniques lors de la guerre civile ne fit rien pour diminuer l'animosité entre les deux nations. Voir Walter E. Wilson et Gary L. McKay, *James D. Bulloch : Secret Agent and Mastermind of the Confederate Navy*, Jefferson, McFarland & Company, 2012.

85. Sophus A. Reinert, *Translating Empire…*, *op. cit.*
86. David Todd, « Le protectionnisme, un libéralisme internationaliste. Naissance et diffusion, 1789-1914 », *La Vie des idées*, en ligne : http://www.laviedesidees.fr/Le-protectionnisme-un-liberalisme.html, [consultée le 3 mars 2019] ; voir également Kevin Henley, *loc.cit.*, p. 107-121.
87. Andrew Smith, *British Businessmen and Canadian Confederation : Constitution-Making in an Era of Anglo-Globalization*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 8.
88. Samuel E. Finer, « The Transmission of Benthamite ideas, 1820-1850 » dans Gillian Sutherland, (dir.), *Studies in the Growth of Nineteenth-Century Government*, Londres, Routledge, 1972, p. 11-32. Voir aussi Elie Halévy, *La formation du radicalisme philosophique*, Nouv. éd., Paris, Presses universitaires de France, 1995 [1901], 3 vol., entre autres vol. 2, p. 180-196.
89. David Todd, « John Bowring… », *loc.cit.* ; David Todd, *L'identité économique de la France…*, *op. cit.*, p. 183-202.
90. Jean Batou, *Cent ans de résistance au sous-développement : l'industrialisation de l'Amérique latine et du Moyen-Orient face au défi européen : 1770-1870*, Genève, Droz, 1990, p. 379-396 ; Mike Davis, *Late Victorian Holocausts : El Niño Famines and the Making of the Third World*, London, New York, Verso, 2001, p. 295 ; Éric Toussaint, *Le système dette, histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Mayenne, Éditions Les liens qui libèrent, 2017, p. 27-48. Pour des exemples du processus d'endettement, voir le cas du Mexique dès 1823 ou de l'Argentine dès 1824 auprès de créditeurs anglais : José Zaragoza, *Historia de la deuda externa de México, 1823-1861*, Mexico, UNAM, Editorial Cambio XXI, 1996 ; Norberto Galasso, *De la banca Baring al FMI : historia de la deuda externa argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2002, p. 18-63.
91. William D. Grampp, *The Manchester…*, *op. cit.*, p. 100-104 et 166-167 ; Orlando Figes, *Crimea : the Last Crusade*, London, Allen Lane, 2010, p. 53 ; Jean Batou, *op. cit.*, p. 45-124 et 221-284 ; Peter J. Cain et Antony G. Hopkins, *British Imperialism, 1688-2000*, 2nd ed., New York, Longman, 2001, p. 312317 ; Christopher A. Bayly, *The Birth of the Modern World, 1780-1914*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004, p. 137138 ; Sven Beckert, *op. cit.*, p. 169.
92. Mike Davis, *op. cit.*, p. 295.
93. Sur l'Égypte, voir Jean Batou, *op. cit.*, p. 45-124. Sur le Paraguay, voir *Ibid.*, p. 221-284 et Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de américa latina*, México, Siglo veintiuno editores, 3 ed., 2008, p. 244-255.
94. « British Free Trade in India* », *NYT*, 26 sept. 1851 ; « British Free Trade in India », *NYT*, 23 juin 1855. Ce sont des analyses journalistiques remarquables au regard des dernières recherches historiques sur les questions de l'impérialisme du libre-échange, de la dépendance internationale et des débats sur l'impérialisme qui eurent cours entre les théoriciens socialistes. Comparer et contraster les raisons de l'appréciation des articles de Marx parus dans le *NYT* par un expert en la matière, Prabhat Patnaik, dans Iqbal Husain, *op. cit.*, p. iv avec les écrits de Carey sur l'Inde. Voir également le chapitre complet sur cette question : Henry C. Carey, *The Slave Trade, Domestic and Foreign : Why It Exists & How It May Be Extinguished*, [S.l.], Kessinger, 2004 [1853], p. 123-169. C'est en réponse à ce chapitre, dans sa « campagne secrète »

contre Carey, que Marx fut mené à écrire son fameux article du 8 août 1853 dans le *NYT* (« The Future Results of British Rule in India », *NYT*, 8 août 1853) où il défendit la présence anglaise en Inde comme un fait révolutionnaire. Historiquement, comme Carey l'avait anticipé, contrairement à Marx, l'industrialisation n'eut pas lieu en Inde sous le régime britannique. Voir Simon Vézina, *op. cit.*, p. 100-108. Ce sujet a fait l'objet d'une présentation d'un papier intitulé *Henry C. Carey : the Predictable Underdevelopment of India under British « Free Trade » Rule* par l'auteur au *77th Indian History Congress* tenu en décembre 2016 en Inde.

95. Carey est crédité par William Elder d'avoir changé l'opinion du *NYT* sur cette question et d'avoir fortement influencé le Nord dans l'appui à la Russie. Voir William Elder, *op. cit.*, p. 23. Nous avons pu confirmer ces prises de position du *NYT* dans notre recherche, qui allèrent contre celle défendue par Marx, qui reprenait les thèses de l'aristocrate russophobe David Urquhart et grand promoteur du libre-échange. Voir Simon Vézina, *op. cit.*, p. 108-112.
96. « The European Imbroglio », *NYT*, 6 juin 1855. Une simple étude de l'histoire militaire de l'époque victorienne démontre la compatibilité entre l'impérialisme et un régime promouvant le libre-échange : au moins 75 interventions militaires ont été dénombrées durant cette période. Brian Bond, *Victorian Military Campaigns*, London 1967, p. 309-11. Voir aussi Richard Gott, *Britain's Empire : Resistance, Repression and Revolt*, London, New York, Verso Books, 2011. Un historien favorablement disposé à l'égard de l'Empire britannique (Niall Ferguson, *Empire : The Rise and Demise of the British World Order and the Lessons for Global Power*, 1st U.S. pbk. ed. New York, Basic Books, 2004, p. xix-xxi) pose la question à savoir si l'extension du libre-échange par l'Empire britannique eût été possible sans la violence : si en théorie cela fut possible, dans les faits, ce ne fut pas le cas.
97. À noter que si Carey dénonçait la politique impériale anglaise, il en fit tout autant d'autres nations comme de la France lorsqu'elle colonisa l'Algérie, au point d'y être taxé de francophobe. Carey y fait allusion lorsqu'il répondra en français à l'accusation d'être anglophobe par un libre-échangiste et malthusien français, Gustave de Molineri, dont la réplique française est traduite en anglais dans le *NYT*. « The Harmonic System of Political Economy », *NYT*, 20 juillet 1854.
98. Bernard Semmel, *The Liberal Ideal, op. cit.*, p. 57-83.
99. Donald Gibson, *op. cit.*, p. 30-39 et 70.
100. John Gallagher et Ronald Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, vol. 6, n° 1, 1953, p. 1-15 ; Bernard Semmel, *The Rise of Free Trade, op. cit.*
101. Clay avait également fait le rapprochement entre la politique de libre-échange promue par la Grande-Bretagne et l'ancienne politique coloniale. Voir Henry Clay, *Speech of Henry Clay, in Defence of the American System Against the British Colonial System*, Washington, Printed by Gales and Seaton, 1832, surtout p. 12-15 et 30.
102. J. Budziszewski, « A Whig View… », *loc.cit.*, p. 200.
103. Peter J. Cain et Antony G. Hopkins, *op. cit.*, entre autres p. 84, 141, 184-202, p. 243-274, 275-278 et 645-654.

104. William Taussig, *op. cit.*, p. 114, Paul Bairoch, *op. cit.*, p. 54. À noter qu'il s'agissait d'un libre-échange modéré avec protection, Alfred E. Eckes, *op. cit.*, p. 24.
105. Edward Stanwood, *op. cit.*, vol. 2, p. 85-87.
106. James L. Huston, *The Panic of 1857 and the Coming of the Civil War*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1987, p. 66-110.
107. Voir Horace Greeley, *The American Laborer, devoted to the cause of Protection to Home Industry, embracing the Arguments, Reports and Speeches of the ablest civilians of the United States in favor of the Policy of Protection to American labor*, New York, Garland Pub., 1974 [1843]; *Idem*, *The Tariff Question Protection and Free Trade Considered*, The Tribune, sept. 1852, 24 p.; *Idem*, *Why I am a Whig: Reply to an Inquiring Friend*, New York, Greeley McElrath, 1851, 16 p. Pour une synthèse de la pensée économique de Greeley, voir Michael Hudson, *America's Takeoff*, *op. cit.*, p. 147-54.
108. Thomas M. Pitkin, *The Tariff and the Early Republican Party*, thèse de doctorat (histoire), Western Reserve University, 1935, p. 21-26. Il faut noter que Greeley abandonna temporairement cette position en 1857 par calcul: des démocrates du Nord en faveur du libre-échange avaient joint le nouveau Parti républicain. Cependant, dès 1858 et jusqu'au décès de son éditeur, le journal reprit sa position en faveur de la protection. Cet épisode mena à un quiproquo sur la position de Carey au sein du journal. Voir Simon Vézina, *op. cit.*, p. 73-75.
109. Edward Stanwood, *op. cit.*, vol. 2, p. 116-117. Greely lui-même participa à ce résultat à la convention de Chicago en 1860. Voir Jeter Allen Isely, *Horace Greeley and the Republican Party, 1853-1861; a Study of the New York Tribune*, New York, Octagon Books, 1965, p. 222; Eric Foner, *op. cit.*, p. 49; Reinhard H. Luthin, «Abraham Lincoln and the Tariff», *The American Historical Review*, vol. 49, nº 4, 1944, p. 614; Daniel Peart, *op. cit.*, p. 188-9.
110. Jeter Allen Isely, *op. cit.*, p. 4-5,13, 294 et 338-339; Adam-Max Tuchinsky, *op. cit.*, p. ix.
111. Stephen Meardon, «How Trips Got Legs: Copyright, Trade Policy, and the Role of Government in Nineteenth-Century American Economic Thought», *History of Political Economy*, vol. 37, Supplement 2005, p. 156.
112. William Elder, *op. cit.*, p. 22-23 et 39; Thomas M. Pitkin, *op. cit.*, p. 22; George Winston Smith, *op. cit.*, 36-37. Ce dernier confirme cette affirmation par les nombreuses lettres échangées sur les affaires économiques entre Carey et Charles A. Dana, l'éditeur du *NYT*. Pour le rôle de Dana comme second de Greeley, voir Janet E. Steele, *The Sun Shines for All: Journalism and Ideology in the Life of Charles A. Dana*, Syracuse, Syracuse University Press, 1993, p. 29-47.
113. Henry C. Carey, «Ireland's Miseries: Their Cause» dans Henry C. Carey, *Works from 1848-1864*. Ce pamphlet est annoncé dans «How Goes the Battle?», *NYT*, 28 août 1852; «Editorial», *NYT*, 2 sept. 1852 et «Article 2», *NYT*, 3 sept. 1852; Henry C. Carey, *The North and the South*, New York, Ann Arbor, Office of the Tribune, 1854; *Idem*, *American Labor Versus British Free Trade*, Philadelphia, T.K. and P.G. Collins, Printers, 1974 [1855].
114. Rodney J. Morrison, *op. cit.*, p. 6-7.
115. Malcolm R. Eiselen, *op. cit.*, p. 275.
116. «Doheny on Whiggery», *NYT*, 1er oct. 1852 [nous traduisons].

117. Parmi tant d'autres, voir Sandro Sideri, *op. cit.*, pour le Portugal ; Jean Batou, *op. cit.*, pour l'Amérique latine et le Moyen-Orient ; Mike Davis, *op. cit.*, pour l'Inde, le Brésil et la Chine ; Shashi Tharoor, *An Era of Darkness, The British Empire in India*, New Delhi, Aleph, 2016.
118. Par exemple, voir « Real Free Trade versus Centralization », *NYT*, 12 déc. 1851 ; « Canadian Reciprocity », *NYT*, 24 janv. 1852 ; « British Prosperity », *NYT*, 24 mai 1852 ; « Theology on Free Trade Again », *NYT*, 26 mai 1852 ; « Comfort for Democratic Tariff-Men », *NYT*, 25 août 1852 ; « The Tariff and the Farmers », *NYT*, 2 oct. 1852 ; « The Wrongs of Women, and a Remedy », *NYT*, 6 oct. 1852 ; « To Working Men », *NYT*, 23 oct. 1852 ; « Free Trade With The British Provinces », *NYT*, 15 janv. 1853 ; « British Precepts and Practice », *NYT*, 12 sept. 1853 ; « Californian Gold and Its Effects », *NYT*, 10 juil. 1854 ; « Californian Gold and Protection », *NYT*, 13 juil. 1854 ; « How to Render Money Scarcer », *NYT*, 20 juil. 1854 ; « Our Financial History », *NYT*, 4 juil. 1855 ; « Free Trade and Slavery », *NYT*, 10 juil. 1855 ; « Last Word to The National Era », *NYT*, 13 juil. 1855 ; « The Condition of Russia », *NYT*, 12 févr. 1856.
119. « Real Free Trade versus Centralization », *NYT*, 12 déc. 1851 [nous traduisons]. Voir aussi, pour un autre exemple succinct, « Theology on Free Trade Again », *NYT*, 26 mai 1852.
120. « Real Free Trade versus Centralization », *NYT*, 18 déc. 1851. L'accusation de Carey est historiquement juste : la pénétration finale du marché indien fut effectuée après la mutinerie de 1857 par la force. Les manufacturiers du coton en vinrent à rejeter la rhétorique anti-impériale de Cobden et à soutenir les importants budgets militaires du gouvernement indien et le trafic de l'opium avec la Chine. Voir Douglas A. Farnie, *The English Cotton Industry and the World Market, 1815-1896*, Oxford, Oxford University Press, 1979, p. 105.
121. Peter Dorman, « Pourquoi la théorie internationale du commerce n'est pas une théorie du commerce international. Une confirmation du scepticisme robinsonien », *Innovations*, 2001/2, nº 14, p. 159-183.
122. Michael Hudson, *Trade…*, *op. cit.*, vol. 1, p. 52-56, 133-5 ; Sandro Sideri, *op. cit.*, p. 77-82.
123. Sur les conceptions monétaires de Carey et la question de la balance commerciale, voir Henry C. Carey, *Principles of Social*, *op. cit.*, vol. 2, p. 298-480 ; voir aussi *Idem*, *Money : a Lecture Delivered before the New York Geographical and Statistical Society*, Philadelphia, Baird, 1860. Après la guerre, Carey défendra les *Greenbacks* ; voir, par exemple, *Idem*, *Contraction or Expansion ? Repudiation or Resumption ? Letters to the Hon. Hugh M'culloch, Secretary of the Treasury*, Philadelphia, H.C. Baird, 1866.
124. « How to Make Money Abundant », *NYT*, 17 juil. 1854 [nous traduisons].
125. « The Usury Laws Again », *NYT*, 2 déc. 1854.
126. Peter J. Cain et Antony G. Hopkins, *op. cit.*, p. 137-141.
127. Prabhat Patnaik, « The Other Marx », dans Iqbal Husain *et al.* (dir.), *op. cit.*, New Delhi, Tulika Books, 2006, p. lxv-lxvii.
128. Carl A. Trocki, *op. cit.*, p. 42-44 et 57-87.
129. « The Fools Not All Dead Yet », *NYT*, 14 sept. 1854 ; « The Bulletin on Yardsticks », *NYT*, 25 sept. 1854 [nous traduisons].

130. « Hard Times and Their Remedy », *NYT*, 20 nov. 1854 ; « Californian Gold and Protection », *NYT*, 13 juil. 1854.
131. « Who Pays the Duty ? », *NYT,* 15 juil. 1851 ; « British Precepts and Practice », *NYT*, 12 sept. 1853 ; « Editorial Article 2 », *NYT*, 21 févr. 1857 ; « Decline of the Empire State », *NYT*, 18 oct. 1855 ; « Free Trade in Iron », *NYT*, 23 juin 1860 ; « Who pays the duty ! », *NYT*, 26 juil. 1861.
132. « Railroad Loans », *NYT*, 14 janv. 1852 ; « The Illinois Loan Again », *NYT*, 3 mars 1852 ; « The Tariff Question », *NYT*, 14 déc. 1852.
133. « The Macsycophant Family in Europe », *NYT*, 18 nov. 1851 ; « More About the Macsycophants* », *NYT*, 19 nov. 1851.
134. « The Illinois Loan Again », *NYT*, 26 déc. 1851.
135. « Fallacies and Frauds of British Free Trade XIII », *NYT*, 9 sept. 1851 ; « Policy of New-York Merchants, I », *NYT*, 3 oct. 1851 ; « Treasury Statesmanship », *NYT*, 12 déc. 1853.
136. « The Illinois Loan Again », *NYT*, 26 déc. 1851.
137. Mike Davis, *op. cit.,* p. 378. Pour l'Argentine, voir aussi Norberto Galasso, *op. cit.*, p. 46-7, 51 et 62.
138. Jean Batou, *op. cit.,* p. 390-396.
139. Quoique Joseph Stieglitz démontra qu'à l'intérieur même de la théorie libérale, le phénomène était tout à fait possible. Voir Joseph E. Stiglitz, « Factor Price Equalization in a Dynamic Economy », *Journal of Political Economy*, vol. 78, n° 3, 1970, p. 456-488 ; Ian Fletcher, *Free Trade Doesn't Work, What Should Replace It and Why*, Washington, C.A.P.A., 2011, p. 46-48.
140. « The Tariff Question », *NYT*, 14 déc. 1852 [nous traduisons].
141. Jean Batou, *op. cit.,* p. 393.
142. « The Monetary See-Saw », *NYT*, 20 nov. 1855 ; « The Danger Ahead », *NYT*, 22 mai 1852 ; « Gouging », *NYT*, 22 déc. 1854 ; « The Usury Laws Again », *NYT*, 2 déc. 1854. Bien qu'elle explore le dernier quart du 19e siècle, Ba démontre comment les cycles financiers au centre (la Grande-Bretagne) ont généré des crises financières à la périphérie, dont les États-Unis. Voir Heather Ba, « The systemic causes of financial crises in the long nineteenth century », *Business and Politics*, vol. 20, no 2, 2018, p. 208-238. Pour le rôle de la restriction du crédit par la Banque d'Angleterre dans la crise financière américaine de 1837, voir Walter Johnson, *River of dark dreams slavery and empire in the cotton kingdom*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 2013, p. 281-282. La première crise de la dette en Amérique latine fut engendrée par l'éclatement de la bulle spéculative à Londres en 1825, comme l'explique Éric Toussaint, *op. cit.*, p. 27-49.
143. « Free Trade in Labor », *NYT*, 6 sept. 1853. Voir Henry C. Carey, *Principles of Social, op. cit.*, vol 3, p. 17-47 pour une réflexion plus complète à ce sujet.
144. « Free Trade in Labor », *NYT*, 6 sept. 1853
145. *Ibid*. [nous traduisons]. Pour une compilation des articles liés à ce thème republiée par le *NYT*, voir Henry C. Carey, *American Labor…, op. cit*.
146. Dont celui des femmes. Voir « The Wrongs of Women, and a Remedy », *NYT*, 6 oct. 1852. Voir aussi Henry C. Carey, *Principles of Social Science, op. cit.*, vol. 3, p. 368-385, pour le rôle de la femme et son degré de liberté en fonction du niveau de développement économique.

147. Henry C. Carey, *Alexander Hamilton's Report, op. cit.*, p. 43 ; « Who pays the duty ! », *NYT*, 26 juil. 1861 ; « The Tariff Question », *NYT*, 14 déc. 1852 ; « The Fruits of Free Trade », *NYT*, 25 oct. 1853 ; « Free Trade and the Lead Interest », *NYT*, 2 déc. 1853 ; « The Great Struggle », *NYT*, 21 avril 1854 ; « Failures in the Iron Trade », *NYT*, 29 nov. 1854 ; « Editorial Article 2 », *NYT*, 21 févr. 1857.
148. Judith Goldstein, *Ideas, Interests, and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1993, p. 57.
149. « Who Pays the Duty – The Producer or the Consumer », *NYT*, 24 june 1851 ; « Who Pays the Duty ? », *NYT*, 15 juil. 1851 ; « Who Pays the Duty ? », *NYT*, 13 sept. 1851 ; « Who Pays the Duty ? », *NYT*, 27 août 1852 ; « How to Deplete the Treasury – History of the Last Ten Years », *NYT*, 14 oct. 1853 ; « Free Trade and the Lead Interest », *NYT*, 2 déc. 1853 ; « Hear the Enemy », *NYT*, 17 oct. 1855 ; « Who pays the duty ! », *NYT*, 26 juil. 1861.
150. « British Prosperity », *NYT*, 24 mai 1852 [nous traduisons].
151. Steven L. Kaplan, *Bread, Politics and Political Economy in the Reign of Louis XV*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1976, p. 121-124, 150-153 et 238. La politique du laissez-faire des physiocrates servit en réalité les intérêts des grands propriétaires terriens.
152. « The Fools Not All Dead Yet », *NYT*, 14 sept. 1854.
153. Henry C. Carey, *The North and the South…, op. cit.*
154. Des articles de Carey parus dans *The North American* et le *NYT* à ce sujet furent réimprimés : Henry C. Carey, *American Labor…, op. cit.*
155. « Money and British Free Trade », *NYT*, 1er juin 1855 ; « How to Make Money Abundant », *NYT*, 17 juil. 1854 ; « How to Render Money Scarcer », *NYT*, 20 juil. 1854 ; « Decline of the Empire State », *NYT*, 18 oct. 1855 ; « Californian Gold and Its Effects », *NYT*, 10 juil. 1854.
156. « The Science of Money Usury Laws Why Needed », *NYT*, 3 avril 1851 ; « The Usury Laws », *NYT*, 1er déc. 1854 ; « The Usury Laws Again », *NYT*, 2 déc. 1854.
157. « The Monetary See-Saw », *NYT*, 20 nov. 1855 [nous traduisons].
158. « The British Candidate », *NYT*, 21 août 1852. Pour l'original, voir : « It will seem that the power », *The Times*, 6 juil. 1852.
159. David Todd, *L'identité économique…, op. cit.*, p. 16.
160. Richard Kozul-Wright et Paul Rayment, *op. cit.*, p. 61-124.